AIDES

2006

Rapport annuel

rapport 2006



Directeur de publication : Christian Saout
Coordination : Olivier Dénoue, Vincent Pelletier
Conception générale : Anthony Gouas
Rédacteurs : Omar Amri, Sandrine Assal, Franck Barbier, Thierry Barthelemy, Cynthia Benkhoucha, Soria Blatmann, Corinne Castellano, Graciela Cattanéo, Romuald Chaussivert, Olivier Dénoue, Nordine Frizi, Gabriel Girard, Sandra Giraudeau, Anthony Gouas, Jean-Marie Legall, Alain Legrand, Laïla Loste, Vincent Pelletier, Thierry Prestel, Christian Saout, Arnaud Simon, Emmanuel Trénado
Relecture : Romuald Chaussivert, Olivier Dénoue, Anthony Gouas, Vincent Pelletier
Maquette : Stéphane Blot
Réalisation : Frédéric Speelman
Remerciements : aux équipes de AIDES qui ont contribué à la préparation de ce rapport

Document imprimé par Caractère avec des encres à base d'huile végétale sur un papier 100% recyclé.

Caractère est certifié Imprim'vert et Iso 14001







sommaire

Remerciements

AIDES remercie tout particulièrement les donateurs et les pouvoirs publics qui nous ont soutenus en 2006 :
le ministère de la Santé, la Cnam, le FSE, l'INPES, la Commission européenne, la MILDT, le ministère des Affaires étrangères, le ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, le ministère de la Jeunesse, des sports et de la vie associative...
Nous remercions également les associations partenaires et les entreprises qui oeuvrent avec nous dans cette lutte: A2P, l'AGEFIPH, l'agence nationale polonaise pour la lutte contre le sida, les ambassades de France à Bucarest, Vilnius et Varsovie, l'ANCV, Antoine et Associés, Arte, Axa Atout Coeur, la Banque Scalbert Dupont, la Caisse d'épargne, le CCAS EDF/GDF, la coordination Interpride-Gay Pride, le Crédit Coopératif, les éditions Larivière, Fairplay Mag, la Fondation de France, la Fondation Levi Strauss, France Télévision, Girls !, le Guide du Routard, Hachette Filipacchi Médias, JCDECAUX/AVENIR, LCP-la chaîne parlementaire, M6, le Losange, la Mairie de Paris, Maison Martin Margiela, Manix, les membres du conseil d'administration de AIDS ACTION EUROPE, Metro, Mikros Image, MSN Actions solidaires, la Mutualité française, NRJ, l'Open Society, Le Parisien Aujourd'hui en France, Pink TV, La Poste, Préférences Mag, le Sneg, la Société générale, Solidarité Sida, TBWA\Paris, TF1, le Toit Citoyen, l'Union nationale interprofessionnelle des mutuelles cogérées, Voyages G, Wanda Productions, Zap Zone (Orange), 20 minutes, les laboratoires pharmaceutiques Abbott, Aventis, Bristol Myers Squibb, Chiron, Gilead, Glaxo Smith Kline, Pfizer, Protex, Roche, Schering Plough..., ainsi que les nombreuses villes, départements et régions qui nous ont offert leur soutien.

Raison d'agir

L'épidémie à VIH/sida reste encore très active. Les chiffres communiqués par les organismes internationaux ou onusiens restent alarmants sur la situation mondiale. Ici, en France, le nombre de contaminations découvertes chaque année depuis dix ans maintenant reste constant mais élevé pour un pays développé comme le nôtre.

Sans doute les raisons d'espérer dont je parlais l'an dernier se manifestent encore aujourd'hui : même si nous sommes loin du compte, la mise à disposition de trithérapies dans les pays du Sud est en augmentation, avec le soutien du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Démonstration a été faite que dans les pays où elle a été instaurée, la taxe sur les billets d'avions pour financer l'achat de ces traitements n'a pas eu d'effet délétère sur la santé financière des compagnies d'aviation. Une voie pour la gratuité des soins dans les pays du Sud est donc raisonnablement ouverte !

Au Nord, malgré les inquiétudes sur la solvabilité de notre système français de soins, des préoccupations sont mieux prises en compte : qualité de vie des malades, éducation thérapeutique, situation de handicap.

Ceci étant, des combats communs restent encore à conduire, au Sud comme au Nord. Notamment celui de l'acceptabilité des personnes séropositives, de leur reconnaissance sociale. Partout, il est difficile de lutter contre la stigmatisation et les discriminations dont elles sont victimes. Comme si une opprobre générale les frappait. Nous menons partout les mêmes combats, en France et dans le monde. Ce combat, il ne faut pas l'interrompre. Il serait plus facile à mener si la notoriété et le courage dont certaines personnalités «en vue» disposent pouvaient les amener à prendre la parole pour contribuer à une plus grande acceptabilité de tous les séropositi(ve)fs. En tous cas, nous, nous avons raison d'agir pour permettre la prise de parole du plus grand nombre.



© D. Hérard

C'est évidemment ce que permet une stratégie communautaire : contribuer au renforcement de la capacité des personnes concernées à dire et à agir, individuellement et collectivement. Cette identité «communautaire», nous ne cessons de l'affirmer et de la pratiquer au jour le jour, car nous voulons aussi faire reconnaître ce que peut apporter une stratégie de mobilisation communautaire dans le combat contre une épidémie, dans la lutte pour un système de santé mieux adapté, et dans l'acceptabilité sociale des personnes concernées par l'épidémie à VIH/sida. Nous avons raison d'agir pour faire école de cette façon.

Nous agissons aussi pour plus d'unité. En France, en 2006, le mouvement AIDES est maintenant totalement unifié dans une même structure. Nous y aurons mis le temps. Trop sans doute. Mais nous y sommes parvenus. Nul doute que l'unité doit aussi progresser au plan mondial entre tous ceux qui sont attachés à la mise en œuvre des stratégies communautaires dans la lutte contre le sida. AIDES a de nombreux partenaires. Nous partageons tous ensemble l'idée que la mobilisation communautaire doit faire école car elle est un outil de plus grande implication des personnes séropositives dans les combats qui les concernent ; qu'elle est un outil de meilleure adaptation des systèmes de santé aux besoins réels des populations et qu'elle est un ferment de démocratie par l'apprentissage de la décision collective. Ici encore, nous avons raison d'agir pour que claque de façon unitaire le drapeau des stratégies communautaires partout dans le monde.

Face à une épidémie qui ne faiblit pas, et à des enjeux sans cesse plus complexes, continuons, avec raison, à agir !

Christian Saout, président de AIDES

Une épidémie de sida toujours très active

La guerre contre le VIH/sida est encore loin d'être gagnée. Chaque jour, dans le monde, plus de 11 000 personnes sont infectées. Chaque jour, ce sont aussi plus de 7 500 vies qui sont anéanties par le sida. La progression du nombre de personnes bénéficiant de traitements jette heureusement un rayon de lumière sur ce noir tableau.

En 2006, l'Onusida a remis son rapport sur l'épidémie de sida dans le monde. Sa lecture commence par des chiffres, des chiffres si importants qu'ils parviennent presque à faire disparaître ce qu'ils signifient pour les personnes touchées par le VIH/sida en terme de difficultés quotidiennes, de souffrances, de vies broyées.

En 2005, ce sont ainsi 4,1 millions de personnes qui ont été infectées par le VIH dans le monde.

Dans le même temps, 2,8 millions en sont mortes, ce qui porte la population des personnes vivant avec le VIH/sida dans le monde à 38,6 millions de personnes. Environ sept millions d'entre elles ont besoin de traitements, 28 % seulement en bénéficient, un chiffre néanmoins en constante augmentation.

Près des deux tiers des personnes séropositives vivent en Afrique subsaharienne, soit 24,5 millions, dont deux millions d'enfants de moins de 15 ans. En 2005, dans cette région, environ deux millions de personnes sont mortes du sida.

Dans la majeure partie de la région, les femmes sont plus affectées que les hommes par le sida, ce qui reflète les inégalités économiques et sociales entre hommes et femmes.

Le sida est bien un miroir des inégalités. En France aussi, être séropositif va souvent de paire avec la précarité sociale et économique. Ainsi, plus du quart des personnes vivant avec le VIH/sida ont une invalidité reconnue ouvrant droit à des prestations, principalement à l'allocation aux adultes handicapés (610,28 euros, par mois, en 2006). Nombreuses sont celles qui n'ont pas de logement stable.

Dans notre pays, selon l'InVS, environ 150 000 personnes sont séropositives au VIH et 27 000 vivent avec le sida. Chaque année, 6 à 7 000 personnes découvrent leur séropositivité. Près d'un quart d'entre elles sont des homosexuels. En France, les contaminations lors de rapports homosexuels constituent le seul mode de transmission pour lequel le nombre de diagnostics VIH a augmenté entre 2003 et 2005.

Chez les consommateurs de produits psychoactifs, communauté autrefois très touchée par le VIH/sida, on constate aujourd'hui très peu de nouvelles contaminations, grâce aux politiques de réduction des risques initiées notamment par AIDES (programmes d'échanges de seringues...). Ainsi, les consommateurs de drogues par voie intraveineuse représentent moins de 2 % des découvertes de séropositivité. Il en va malheureusement tout autrement pour les hépatites.

En matière de VIH/sida, le constat est alarmant pour les personnes immigrantes/étrangères vivant en France. En 2005, elles représentent 24 % des cas de sida et 32 % des découvertes de séropositivité. Il s'agit de femmes, à 62 %.

On constate d'ailleurs «une féminisation lente de l'infection à VIH», pour reprendre les mots de l'InVS. Les femmes représentent aujourd'hui 33 % des cas de sida, contre 21 % il y a dix ans. Parmi elles, on compte 41 % de femmes d'origine africaine, notamment d'Afrique subsaharienne (ces dernières représentent aussi 50 % des découvertes de séropositivité).

Du point de vue géographique, c'est l'Ile-de-France qui est la région la plus touchée par l'épidémie. Elle concentre la moitié des découvertes de séropositivité et près de 12 000 personnes y vivent avec le sida. Les départements français d'Amérique (DFA) connaissent eux-aussi une situation particulière, liée notamment à leur proximité avec des pays moins «développés». Le nombre de nouveaux cas de sida rapporté à la population est ainsi 15 fois plus important en Guyane qu'en métropole.

Tous les jours, AIDES s'attache à faire reculer l'épidémie. Une épidémie que nous connaissons bien, puisqu'en 2006 nous avons continué à accueillir et soutenir directement près de 30 000 personnes séropositives au VIH, mais aussi souvent au VHC (le virus de l'hépatite C) et/ou au VHB (le virus de l'hépatite B), mais aussi leurs proches. Ce rapport fait le point sur nos activités.

© D. Hérard



Le réseau

Créée en 1984, AIDES est aujourd'hui présente dans plus de 70 villes, ce qui en fait la seule association de lutte contre le VIH/sida d'envergure nationale en très grande proximité avec les personnes touchées par le VIH/sida et les hépatites virales.

Le réseau AIDES, c'est 16 relais, 57 délégations départementales et six délégations régionales. Il est animé par près de 700 volontaires qui reçoivent le soutien de 290 salarié(e)s de l'association. C'est ainsi près d'un millier de personnes qui s'engagent au quotidien dans la lutte contre le VIH/sida.

Au-delà des chiffres, AIDES, c'est depuis plus de 20 ans de nombreuses personnes, séropositives ou non, qui se mobilisent tous les jours auprès des populations les plus vulnérables à l'épidémie de VIH/sida, qui écoutent, sans jamais juger, les personnes qui viennent à leur rencontre, qui oeuvrent à construire une société plus accueillante, plus tolérante.

En 2006, AIDES s'est considérablement renforcée. En avril, une délégation départementale a ainsi ouvert ses portes en Guyane. L'association Oasis nous a rejoint et ainsi permis de nous réinstaller à Reims. Des contacts ont aussi été noués et affirmés avec BLUE MOON, une association de Saint-Martin, dans les Caraïbes.

2006, c'est aussi l'année de la fusion avec AIDES Ile-de-France. Si cette fusion n'est effective que depuis le 1er janvier 2007, c'est bien en 2006 que les assemblées générales de AIDES et de AIDES Ile-de-France l'ont votée à une large majorité.



Lille
Lens
Valenciennes
NORD OUEST
ILE DE FRANCE
Le Havre
Rouen
Gonesse
Noisy le sec
Argenteuil
Colombes
Paris
Torcy
Trappes
Vitry/Seine
Corbeil
Chartres
Le Mans
Orléans
Tours
Reims
Metz
NANCY
Strasbourg
Epinal
GRAND EST
Auxerre
Mulhouse
Belfort
Dijon
Besançon
Nevers
Chalon-sur-Saône
Bourg-en-Bresse
Vichy
Limoges
Clermont-Ferrand
Villeurbanne
Périgueux
Grenoble
Aurillac
Aubenas
Gap
AUVERGNE
GRAND LANGUEDOC
RHONE-ALPES
MEDITERRANEE
Alès
Nîmes
Avignon
Aix-en-Provence
Nice
Toulouse
MONTPELLIER
Fréjus
Béziers
MARSEILLE
Toulon
Perpignan

© D. Hérard

© D. Hérard

© D. Hérard

- NORD OUEST ILE DE FRANCE
- GRAND OUEST
- GRAND EST
- SUD OUEST
- AUVERGNE GRAND LANGUEDOC
- RHONE-ALPES MEDITERRANEE

Paroles de volontaire

«Mon arrivée à AIDES, en 2002, s'inscrit dans la continuité d'un engagement contre l'homophobie et pour l'égalité des droits entre homos et hétéros.
AIDES m'a attiré pour plusieurs raisons. C'est un engagement efficace, car AIDES outille ses militants avec des formations régulières, pour garantir des actions de qualité. C'est aussi un engagement combatif, pour la défense des droits des séropositifs, en y associant toujours les premiers concernés. C'est, enfin, un engagement solidaire et pluraliste, car AIDES réunit des personnes issues de tous les horizons, quels que soient leurs modes de vie.
Toutes ces raisons m'ont amené à l'association… et beaucoup d'autres m'ont convaincu d'y rester !
Mener des actions de terrain, promouvoir une prévention respectueuse des choix de chacun, exercer un mandat associatif à l'échelle départementale ou régionale : autant d'expériences qui renforcent un engagement !
A Rennes, les actions gays ont constitué mon activité principale : actions sur les lieux de rencontre, permanences dans des sex-clubs, prise de parole lors des marches des fiertés…
Mais AIDES c'est aussi, et surtout, des rencontres riches et inoubliables. J'y ai fait l'expérience concrète de la solidarité, de la force et du poids des mobilisations collectives.
Le combat continue !»

Gabriel

AIDES2007_120607.qxp 11/06/2007 21:43 Page 8

Mobiliser les énergies, c'est, à AIDES, sensibiliser, prévenir le plus grand nombre. C'est aussi accompagner les personnes concernées (affectées ou infectées) dans une recherche commune destinée à construire une identité collective au service de la lutte contre le sida. En France et dans le monde, cette dynamique constitue la base de notre action.

mobilisation



«Sugar Baby Love»
Après la version hétéro «Baby baby», l'agence TBWA\Paris récidive en 2006 avec «Sugar Baby Love», un clip de sensibilisation gay. Vu plus d'un million de fois sur Internet, il a été primé dans le monde entier.

Mots fléchés de la prévention
100 000 grilles de mots fléchés portant sur la prévention ont été distribuées sur les actions estivales par les volontaires de AIDES en 2006. Un tirage au sort a permis d'offrir aux gagnants des préservatifs et des t-shirts AIDES.



L'épidémie se développe, la mobilisation aussi !

En 2006, près de 7 000 nouvelles contaminations au VIH ont été diagnostiquées en France. Ces personnes viennent s'ajouter à une liste déjà longue. Notre pays compte en effet environ 150 000 séropositifs. L'épidémie est donc toujours bien là. Elle impose de continuer à mobiliser, prévenir, informer les groupes de population les plus vulnérables avec lesquels l'association travaille quotidiennement.

On entend parfois que le sida est derrière nous. Les 7 000 personnes contaminées chaque année savent que ce n'est malheureusement pas vrai. Si depuis l'arrivée des antirétroviraux (ARV), le nombre de décès dus à la maladie a en effet diminué, n'oublions pas qu'il n'a pas stoppé. En France comme ailleurs, on meurt encore du sida.

Heureusement, grâce aux traitements, on peut aujourd'hui en France vivre avec le sida. Les ARV sont essentiels, ils sont une chance, mais ils ne transforment pas la vie des malades du sida en un univers doré. Les traitements sont difficilement tolérés par l'organisme. Ils génèrent fréquemment des effets secondaires particulièrement durs à gérer. Il faut bien imaginer que le quotidien d'une personne atteinte du sida s'accompagne souvent de troubles digestifs graves, de fatigue, d'une perte de libido, d'une modification conséquente du physique… Et s'il n'y avait que cela… Mais vivre avec le VIH, c'est aussi trop souvent subir précarité et discriminations.

La lutte contre le VIH/sida impose de prendre en considération tous ces éléments. Pour tenter d'infléchir le nombre de nouvelles contaminations, AIDES multiplie les initiatives de prévention : distribution d'outils de prévention, présence sur les lieux festifs, les espaces de rencontre, en milieu carcéral…

Mais lutter contre le VIH, c'est d'abord mobiliser les personnes directement touchées pour leur permettre de sortir de leur isolement, de se regrouper et d'inventer les solutions qui leur conviennent, pour que leur vie s'améliore.

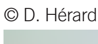
Les personnes les plus vulnérables au VIH/sida (immigrants/étrangers, gays, travailleuses du sexe, consommateurs de produits psychoactifs,

AIDES EN CHIFFRES

Chaque année, AIDES accueille ou rencontre des dizaines de milliers de personnes, dans ses locaux ou lors d'actions sur le terrain, et soutient plus de 15 000 personnes séropositives.

Accueil	2006	2005	Soutien individuel	2006	2005
Accueil physique	54 564	63 177	Entretiens sociaux et/ou juridiques	13 262	14 758
Permanence/accueil téléphonique	34 755	35 834	Entretiens thérapeutiques	7 298	7 442
Permanences extérieures régulières[1]	6 663	9 482	Autres formes de soutien individuel	12 770	13 905
Soutien collectif			**Matériel distribué**		
Groupes de parole	1 775	1 600	Nombre de préservatifs	919 872	936 268
Informations thérapeutiques	705	893	Nombre de gels lubrifiants	409 348	454 729
Soutien convivialité	10 423	10 743	Nombre de préservatifs féminins	83 052	101 384
Soutien par les loisirs	1 096	1 162	Nombre de seringues	1 041 588	935 411
Insertion sociale et professionnelle	108	601	Nombre de kits sniff	15 875	11 276
Autre forme de soutien collectif	2 396	1 791			

1- dont permanences hospitalières


© D. Hérard

etc.) constituent la majorité des nombreuses personnes accueillies ou rencontrées par AIDES dans nos locaux ou à l'extérieur. Plus de 15 000 d'entre elles sont séropositives. La plupart participe à des actions de soutien dont le contenu et la forme dépendent de leurs attentes. Cet accompagnement peut être individuel (entretiens personnalisés) ou collectif (groupes de parole) et toucher à de nombreuses questions relatives au social, juridique ou thérapeutique. Sans oublier les activités conviviales partagées ensemble et qui restent indispensables pour aider à mieux vivre avec le VIH.
Les actions mises en avant dans ce chapitre permettent de faire le point sur une partie des activités des militants de AIDES, en France, mais aussi en lien avec certains de nos partenaires étrangers. Elles illustrent une première plongée dans la mobilisation.


Permanence hospitalière à l'hôpital Tenon, Paris

2006, l'installation en Guyane

La Guyane est le département français le plus touché par l'épidémie de VIH/sida. Le nombre de personnes séropositives y est estimé à 3 000, sur 200 000 habitants. Chez les femmes enceintes, la prévalence de l'infection à VIH est estimée à 1,7 %, ce qui place la Guyane en zone d'épidémie généralisée selon les critères de l'Organisation mondiale de la santé.
Devant l'importance de l'épidémie et la forte envie de personnes concernées de s'investir dans l'action, AIDES a décidé de réinvestir la Guyane.

Dès 2005, 14 volontaires ont été formés et ont commencé à se mobiliser à Saint-Laurent-du-Maroni et Cayenne, où ils soutiennent depuis plusieurs dizaines de personnes séropositives. En avril 2006, après cinq ans d'absence et 18 ans après les premières interventions de AIDES dans ce département, une délégation départementale a ouvert ses portes dans un nouveau local, à Saint-Laurent-du-Maroni.



Les Universités des personnes en traitement

Se former et s'informer, partager ses expériences, s'entraider : tels sont les buts des Universités des personnes en traitement et des week-ends santé, organisés par AIDES avec et pour les personnes atteintes par le VIH ou les hépatites virales.

Les Universités des personnes en traitement ont lieu une fois par an. Elles regroupent une cinquantaine de personnes séropositives au VIH (une proportion importante étant également co-infectée par les hépatites virales). Les participants passent cinq jours dans un village de vacances… pour y travailler, en compagnie de quinze à vingt militants de AIDES. Au cours des journées, se succèdent conférences-débats avec des médecins spécialistes, temps de formation ou d'expression en petits groupes et moments de convivialité. Les week-ends santé sont organisés dans le même esprit, mais avec un nombre moins élevé de participants et, comme leur nom l'indique, une durée plus brève.
La mobilisation des personnes séropositives est au cœur de ces actions. Ainsi, les participants sont invités à contribuer, aux côtés des militants de AIDES, à l'élaboration du programme, au déroulement de l'action, à son suivi.
Université des personnes en traitement et week-ends santé ont pour but de renforcer les capacités à agir individuellement et collectivement pour sa santé. Agir individuellement, en acquérant assez de connaissances sur le VIH… et de confiance en soi pour avoir un dialogue constructif avec les professionnels de soins et leur rappeler, chaque fois que nécessaire, l'importance de la qualité de vie. Agir collectivement, en s'entraidant, en partageant les informations, en exprimant des demandes et des propositions pour l'amélioration de la qualité des soins. Ces revendications, AIDES les rassemble et les porte auprès des autorités de santé, au niveau local (notamment à l'hôpital), régional (dans les Corevih, ces nouvelles instances de concertation de la lutte contre le sida) et national.

Des actions régionales

En 2006, les Universités des personnes en traitement ont été organisées par la région AIDES Auvergne-Grand Languedoc, avec la participation de la région Rhône-Alpes Méditerranée. Elles ont compté 57 participants.
Cette même année, les régions AIDES ont organisé 13 week-ends thérapeutiques (11 en France métropolitaine et deux en Guyane), avec un total de 269 participants.



© D. Hérard

Création des CAARUD dans AIDES

La reconnaissance par la loi, en 2004, du principe de la réduction des risques comme une approche validée de la prévention du VIH et des hépatites virales pour les usagers de produits psychoactifs a été suivie, en 2005, par la création d'un dispositif de mise en œuvre des actions de réduction des risques, les CAARUD (Centre d'accueil et d'accompagnement de la réduction des risques auprès des usagers de drogues). Ce dispositif est financé par l'Assurance maladie. En 2006, parmi les nombreux programmes de réduction des risques de AIDES, 23 ont reçu un agrément pour devenir des CAARUD.
En faisant le choix de créer des établissements médico-sociaux dans une association de santé communautaire, AIDES relève deux défis : d'une part, renforcer la pérennité de ces programmes pour leur permettre de continuer l'accompagnement des usagers de produits psychoactifs dans l'évolution de leurs besoins de prévention et, d'autre part, démontrer qu'en France, on peut contribuer à améliorer la santé d'un groupe de population très exposé en l'associant au processus, dans une démarche participative qui voit les personnes autant comme actrices de leur santé que comme bénéficiaires d'un service de santé publique.

Programme d'échange de seringues, AIDES Bayonne

Avec les immigrants/étrangers

Les personnes immigrantes/étrangères sont particulièrement touchées par le VIH/sida ou le virus de l'hépatite C. Depuis plusieurs années, AIDES intervient directement auprès des communautés ou en partenariat avec des associations communautaires.

En 2006, dans un contexte politique tendu en matière d'immigration et de régularisation, nous nous sommes donnés comme priorité de développer la mobilisation des associations communautaires africaines dans les actions de prévention du VIH et de solidarité avec les personnes vivant avec le VIH.
Ce projet s'est étoffé lors des Etats généraux de Lyon, fin 2005. Ces derniers ont favorisé la prise de parole des personnes touchées migrantes et pointé la pertinence de mettre en place un lobby commun des différentes associations pour faire entendre les dysfonctionnements et construire un observatoire commun.

AIDES a apporté un soutien méthodologique à des associations communautaires réparties sur tout le territoire, a participé à leurs événements festifs et a invité ces acteurs à participer aux actions menées par AIDES auprès des populations immigrantes/étrangères. Les actions menées en partenariat font partie des réponses à des besoins exprimés par les personnes en termes de soutien et d'acceptabilité de la séropositivité au sein des communautés. Ces partenariats ont permis des apports réciproques sur nos perceptions des contextes et des stratégies d'intervention, ainsi que sur les freins structurels à une plus grande mobilisation.

Une rencontre nationale interassociative a été organisée en décembre 2006. Elle a réuni 70 participants (35 du réseau AIDES et 35 partenaires) pour faire le point sur les besoins créés par l'épidémie dans les communautés immigrantes/étrangères, et réfléchir aux formes possibles d'une mobilisation commune.
Le travail mené en 2006 a révélé la convergence de constat et l'opportunité de mettre en commun nos forces. Cela nous conforte dans notre dynamique de promouvoir l'émergence d'un collectif interassociatif, afin de démultiplier les actions auprès du plus grand nombre de personnes et de mieux lutter contre le VIH.

Les détenus se mobilisent !

En 2006, dans le cadre des Etats généraux de la condition pénitentiaire - auxquels AIDES a participé - les personnes détenues se sont mobilisées en répondant à des questionnaires. Elles ont souligné l'importance de travailler en partenariat pour leur permettre de vivre la détention avec dignité et pour préparer leur retour dans la société.
Elles se mobilisent aussi en venant nous rencontrer. Les personnes détenues sortent alors de leur mutisme, de leur méfiance, et dénoncent leurs conditions de détention, leurs droits fondamentaux bafoués, etc.
Elles participent aux journées d'éducation à la santé et osent dire leurs prises de risque, leurs peurs, leurs attentes pour une meilleure réduction des risques : par exemple, plus d'intimité favoriserait le port du préservatif, etc.
A notre tour, nous voulons passer à la vitesse supérieure. Depuis longtemps AIDES intervient auprès des personnes incarcérées (information, prévention, soutien, médiation, aides à l'observance, etc.).
En 2007, une convention signée entre AIDES, la Direction Générale de la Santé et la Direction de l'Administration Pénitentiaire devrait faciliter nos actions.
Au niveau politique, AIDES plaide pour un point d'échange de seringues en prison.
Car oui, la consommation de drogues ne s'arrête pas aux murs des établissements pénitentiaires. Mais, elle n'est pas consommée dans les mêmes conditions de réduction des risques de contamination par le VIH/sida que celles offertes en dehors de la prison.
Certes les trithérapies sont arrivées en prison, les préservatifs sont présents mais souvent cachés. Cependant, nous devons continuer à porter le plaidoyer pour que les droits à la santé ne s'arrêtent pas à la porte des prisons et tout mettre en œuvre pour que le matériel d'injection soit disponible (comme c'est déjà le cas dans plusieurs prisons allemandes, espagnoles, suisses...), pour que les dépistages, les produits de substitution, les traitements du VHC, les soins psy soient réellement accessibles pour tous et partout.


© D. Hérard

Intervention de AIDES à la prison de Fresnes

Afrique centrale : Bilan d'une première année de mobilisation

Au cours de l'année 2006, AIDES a entamé un travail de renforcement des acteurs de la lutte contre le sida en Afrique centrale par la mise en réseau, l'échange d'expérience, la diffusion de bonnes pratiques, sur le même mode qui fait le succès du Réseau Afrique 2000.

L'épidémie de VIH/sida est globalement plus importante en Afrique centrale qu'en Afrique de l'Ouest. Les taux de prévalence de l'épidémie se situent entre 3 et 5 % avec quelques pays enregistrant des taux très élevés tels que la République Centrafricaine (RCA) : 10,7 % ou le Gabon : 7,9 %[1].
L'accès aux soins reste difficile et se limite souvent aux capitales.
Les associations ont su développer des initiatives, mais elles restent généralement peu soutenues par les autorités nationales et les bailleurs de fonds. Ces associations sont pour la plupart organisées en groupe d'auto-support et agissent dans une grande pénurie de moyens. La société civile dans son ensemble reste fragile.
Depuis quelques années, AIDES avait été fortement interpellée par les acteurs d'Afrique centrale demandant un soutien sur les mêmes bases que celui qui était réalisé avec les associations d'Afrique de l'Ouest dans le cadre du Réseau Afrique 2000.
En 2005, AIDES a conduit plusieurs missions exploratoires en Afrique centrale qui l'ont amené à identifier 13 associations partenaires dans plusieurs pays : Cameroun, RCA, Congo, Gabon, République démocratique du Congo (RDC), Rwanda et Tchad. Le Burundi, déjà membre du Réseau Afrique 2000, a été associé à cette dynamique lancée en Afrique centrale.
En mars 2006, ces associations ont tenu leur premier regroupement à Yaoundé, durant lequel elles ont pu faire un état des lieux de la situation dans leurs pays respectifs et se fixer

Formation à la vie associative

Lors des missions exploratoires, les associations ont souligné un besoin important de structuration et de réflexion sur la vie associative. Une formation à la vie associative en deux sessions à été organisée à Libreville, au Gabon, en juillet 2006. Cette formation a été co-animée par un formateur d'Afrique de l'Ouest et une salariée de AIDES, tous deux formés selon la méthode Donya (centre de formation géré par notre partenaire malien ARCAD/Sida).
Lors des travaux, les participants ont été amenés à réfléchir et à partager leurs expériences sur des questions liées à la gouvernance, à l'organisation et au fonctionnement de l'association, au recrutement des membres et à leur formation, à la décentralisation des activités, au travail en réseau, aux partenariats, au projet associatif, à la planification stratégique, etc. Au terme de cette formation, la plupart des associations se sont engagées dans un travail de fond sur leurs propres structures, aboutissant pour la plupart à l'écriture ou l'amendement de leurs textes fondateurs (statuts et règlement intérieur) ou à un travail collectif d'élaboration du projet associatif.
«La formation à la vie associative nous a permis de définir notre projet politique, de nous professionnaliser et d'obtenir de premiers financements» - Valérie MABA, Présidente de l'AJPC, Congo.


© AIDES
Libreville, juillet 2006


© AIDES

Moundou, octobre 2006

des priorités pour le travail en réseau. Les associations ont posé comme difficultés principales : l'accès aux ressources, la gestion associative et l'instabilité politique. Elles se sont donc fixé comme priorité d'organiser plusieurs formations sur les thèmes suivants : vie associative, méthodologie de projet, prise en charge globale des malades et plaidoyer.

Ces formations ont été organisées au cours de l'année 2006. S'y sont ajoutées des missions d'appui venant renforcer la dynamique de mobilisation et de renforcement des acteurs.
Après un an, l'expérience de mise en commun des savoirs et des expériences par le travail en réseau a été saluée par les partenaires d'Afrique centrale. Les associations disent avoir déjà enregistré des progrès considérables en terme de légitimité et de visibilité au niveau local, et avoir renforcé leurs structures par un travail de fond sur la vie associative.
Ce travail en réseau va se poursuivre dans les années à venir et nous souhaitons que les associations d'Afrique centrale puissent profiter pleinement des opportunités offertes par le présence du Fonds mondial pour apporter une contribution significative à la lutte contre le sida dans leur pays. Comme leurs homologues d'Afrique de l'Ouest, ces associations veulent s'engager dans la prise en charge globale des personnes malades et visent l'accès universel à des soins gratuits et de qualité.

1. Source : Rapport ONUSIDA 2006

Yaoundé, mars 2006



© AIDES

Amedis

Le projet Amedis (Actions entre le Maghreb et l'Europe pour le dépistage, l'information et le soutien) a pour vocation de renforcer la mobilisation associative face au VIH/sida dans les pays du Maghreb, au travers de la promotion et du partage des meilleures pratiques de prévention, de dépistage, de soutien et de gestion associative.
Il fédère à ce jour des associations de lutte contre le sida dans quatre pays : APCS en Algérie, ALCS au Maroc, Espoir et vie en Mauritanie et ATL MST/SIDA en Tunisie. Avec AIDES, nous avons ainsi constitué un réseau opérationnel entre les cinq pays.
Les actions proposées dans le cadre de ce programme comprennent trois volets visant à favoriser de manière progressive la coopération Sud/Sud, à travers le partage d'expériences sous forme de stages, de formations et de rencontres régionales interassociatives. Ces initiatives s'inscrivent dans un plan d'action transversal commun à tous les partenaires, tout en respectant les besoins et spécificités de chacun des pays.

Un centre de dépistage volontaire de l'Association de protection contre le sida (APCS), en Algérie.

Dans le cadre du projet Amedis, l'APCS a mis en place, fin 2006, l'un des premiers centre de dépistage associatif en Algérie. Ce centre est un dispositif pilote d'information, de dépistage et de conseil concernant le VIH/sida. Son ouverture offre la possibilité d'un dépistage anonyme et gratuit et permet aux acteurs associatifs d'améliorer leurs interventions médicales et psychosociales auprès des personnes et des communautés concernées.

Infos : www.projet-amedis.org

Le combat des femmes

2006 a été une année de consolidation de la prise en compte des besoins des femmes confrontées au VIH et au VHC dans le réseau AIDES.



Des actions spécifiques se sont multipliées, des projets novateurs dans le champ de la prévention et du soutien se sont développés. La facilitation de la prise de parole publique des femmes séropositives a permis la mise en lumière du vécu de celles-ci. Ainsi ont émergé des témoignages porteurs de revendications collectives s'inscrivant dans un combat pour la transformation d'une réalité sociale que ne tient pas compte de leurs besoins particuliers en matière de prévention et de prise en charge médicale.

AIDES s'est mobilisée avec les femmes pour organiser et animer des groupes de parole, des rencontres conviviales, des ateliers sur la prévention, les traitements, la nutrition, la sexualité et l'esthétique. Tous ces moments sont des espaces permettant de rompre l'isolement et d'échanger sur les répercussions physiques, morales, professionnelles et familiales provoquées par le VIH et le virus de l'hépatite C (VHC).

Des «week-ends ressourcement/santé» ont été mis en place dans deux régions. Plus d'une vingtaine de femmes séropositives ses sont mobilisées à chaque fois pour les organiser et y participer. Dans un cadre agréable et convivial, les femmes ont eu l'occasion d'acquérir des connaissances spécifiques (suivi gynécologique, grossesse, traitements), travailler sur l'estime de soi, échanger sur leurs expériences de vie et construire des réponses individuelles et collectives pour mieux être et mieux vivre avec le VIH.

Un nouveau document a vu le jour en décembre 2006 : «Femm'Infos», outil d'information et de soutien conçu notamment avec et pour les femmes immigrantes/étrangères.

Le plaidoyer auprès de l'Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales B et C (ANRS), des experts (rapport Yeni) et du TRT-5 s'est renforcé.

L'effort pour obtenir l'accès à un préservatif féminin à bas prix a été maintenu, ainsi que la sensibilisation des chercheurs et des élus sur l'intérêt de soutenir et financer la recherche sur les microbicides.

Les femmes, plus vulnérables

Facteurs biologiques

Lors d'un rapport sexuel sans préservatif, les femmes ont plus de risques d'être contaminées que les hommes :

- **le sperme contient plus de virus que les secrétions vaginales et peut rester plusieurs jours dans les organes génitaux ;**
- **les microbes passent dans l'organisme par les muqueuses. Celles du sexe féminin ont une plus grande surface et sont fragilisées au moment des règles, après un accouchement, en la présence d'IST, chez les jeunes femmes et les femmes ménopausées, lors du premier rapport sexuel, ou encore lors de rapports non désirés, forcés, violents.**

Facteurs socio-économiques, culturels et juridiques

- **La dépendance économique et la précarité peuvent mener des femmes à avoir des rapports sexuels en échange de nourriture, d'un logement, d'argent...**
- **Les violences physiques et morales, ou la peur d'en subir, les pressions religieuses, sociales... diminuent la capacité des femmes à négocier des rapports sexuels protégés et entravent leur accès aux soins.**

Nos cousins québécois

La Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida (COCQ-Sida) réunit une quarantaine d'associations québécoises réparties sur l'ensemble de la Belle Province. Elle a été créée pour «regrouper les organismes communautaires concernés par le sida, solidariser les gens, unir les démarches, les actions et les ressources impliquées tout en respectant l'autonomie de chacun des groupes membres».

Depuis la fin des années 1990, la COCQ-Sida et AIDES ont noué de solides relations au travers d'échanges qui touchaient notamment à l'insertion professionnelle des personnes séropositives et aux actions gays. Cette collaboration s'est concrétisée en 2005 par le renforcement d'un partenariat qui inclut des actions communes dans les domaines de la formation, de la recherche communautaire, des outils de sensibilisation et de collecte de fonds.

Infos : http://www.cocqsida.com

La légitimité de l'engagement de AIDES repose sur la compréhension du vécu des personnes concernées par le VIH/sida et les hépatites virales. En offrant les conditions d'une parole libérée - confiance, confidentialité, absence de jugement - l'association ancre son action dans la réalité de l'épidémie. En France et dans le monde, AIDES est promoteur de cette expression.



© D. Hérard

expression

Parole de séropositive

«Parisienne m'installant dans un village du Var et séropositive, j'ai cumulé les handicaps ! C'était sans doute trop pour mon nouveau médecin qui a trahi le secret médical et révélé ma séropositivité.
Ça a été dur. Les gens m'ont rejeté, certains ont parié sur mon espérance de vie au comptoir des cafés ; j'ai reçu des coups de fil anonymes, le soir, où on me reprochait d'avoir fait naître un enfant. J'ai dû afficher les résultats négatifs du test de dépistage de mon fils… Quand les gens savent que vous êtes séropositive, vous n'avez pas le droit à l'erreur. J'ai dû prouver plus que les autres que j'étais capable d'élever mon fils. Les choses ont changé après que j'aie témoigné à visage découvert sur France 3 et M6. Des gens sont venus vers moi dans mon village, ils m'ont dit qu'ils voulaient me faire la bise. C'est un autre regard qui se pose sur moi depuis.»

Sandrine Assal, délégation du Var

Les personnes séropositives expertes de la maladie

L'expression des personnes concernées par le VIH/sida et les hépatites virales est quelque chose d'essentiel. C'est elle qui rend compte de la réalité de l'épidémie. C'est pourquoi, dans ses délégations, à l'occasion de rassemblements spécifiques, dans ses publications, AIDES entend favoriser la prise de parole des personnes concernées par le VIH/sida.

Quand une personne pousse la porte d'une délégation de AIDES, elle entre dans un endroit à bien des égards différent du reste de la société française. Dans ce lieu, cette personne peut parler de tout ce qui lui tient à cœur, de sa sexualité, de ses craintes, de ses interrogations, sans qu'aucun jugement ne soit porté. Elle pourra aussi participer à un groupe de parole, véritable creuset de l'émergence de réponses à la lutte contre l'épidémie de VIH/sida.
Permettre aux personnes séropositives de s'exprimer en toute confidentialité, c'est aussi mieux comprendre les difficultés de vivre au quotidien avec la maladie, de cerner l'ampleur des discriminations qu'elles subissent, et par-là même, de construire avec elles les propositions qui permettraient de changer des situations parfois désespérées.
Sans la parole des personnes concernées par le VIH/sida, aucune compréhension de la réalité de l'épidémie n'est possible. C'est pourquoi, l'un des axes stratégiques qui guide notre action entre 2005 et 2007 est la «dicibilité», le fait de pouvoir parler de sa séropositivité.
Parce que c'est nécessaire, parce que c'est utile, AIDES favorise l'expression de ces personnes au quotidien, mais aussi à l'occasion d'initiatives annuelles comme les Etats généraux, ou l'enquête AIDES & Toi. Cette enquête, réalisée pendant une semaine auprès des personnes accueillies (et rencontrées) par AIDES, représente un formidable observatoire de leurs conditions de vie. Remaides, qui vous est présenté en page 16, est aussi un lieu d'expression, et ce depuis 16 ans déjà.



Remaides

Par sa proximité avec la vie quotidienne des gens autant que par son option résolument thérapeutique, *Remaides* est unique. Comme un combat partagé entre ses rédacteurs et ses lecteurs, chacun y trouve sa place : l'information étant le plus souvent illustrée par des témoignages des personnes vivant avec le VIH ou leurs proches. La vie des lecteurs trouvant de l'écho jusqu'à la recherche d'un autre dans les célèbres petites annonces.
En 16 ans la revue a évolué, au fil des destins brisés, mais aussi à l'aune des espoirs qui sont venus donner à notre combat des contours nouveaux.



- **Remaides, *trimestriel gratuit de 32 p. couleur, co-financé par AIDES et la DGS, est tiré à 45 000 ex., et diffusé dans 77 pays.***
- ***Une vingtaine de volontaires et collaborateurs assurent le comité de rédaction du trimestriel et les choix éditoriaux.***



RemAIDES publie deux numéros spéciaux chaque année.
«VIH, traitements et qualité de vie» est l'un des deux publiés en 2006.

Qualité de vie : la convention polonaise et européenne des personnes vivant avec le VIH.

Plus de 130 Polonais et 20 Européens - principalement des personnes vivant avec le VIH et impliquées dans les associations de lutte contre le sida - se sont retrouvés à Rynia (près de Varsovie en Pologne), du 26 au 30 juin 2006, pour partager ensemble les meilleures façons d'améliorer sa qualité de vie quand on est séropositif.

Le panel des sujets abordés était vaste, et surtout sans tabou : la sexualité, les possibilités offertes aux couples touchés par le VIH souhaitant avoir un enfant, les enjeux de la prévention, les traitements antirétroviraux et les effets secondaires, comment garder le moral au quotidien... Surtout, à l'issue de la semaine, les participants ont eu l'occasion d'interpeller directement les principaux responsables gouvernementaux polonais de la lutte contre le sida. La Pologne est parvenue à garantir un accès relativement large aux traitements antirétroviraux, mais il reste des incertitudes. L'enveloppe budgétaire annuelle attribuée à l'achat des médicaments anti-VIH est-elle suffisante pour garantir l'accès aux traitements dits de deuxième ligne, qui sont pourtant vitaux pour les personnes faisant face à un échec thérapeutique ?
Wojciech Tomzcinski, l'initiateur de ces conventions nationales polonaises, est un ami proche de AIDES depuis sa rencontre en 1993 avec Daniel Defert et Arnaud Marty-Lavauzelle. Aujourd'hui, son idée fixe, dit-il, est *«de soutenir les associations pour les personnes séropositives à l'Est de la Pologne»* notamment en Biélorussie, en Ukraine et en Russie. Ces pays ont été touchés depuis huit ans par une augmentation catastrophique des contaminations par le VIH, surtout chez les jeunes consommateurs de drogues. Ainsi, Wojciech milite aussi pour le développement des services de réduction des risques pour les consommateurs de drogues, comme l'échange de seringues et la prescription des traitements de substitution.
Wojciech reste notamment très choqué que la méthadone soit encore aujourd'hui strictement interdite en Russie : *«Nous savons que la méthadone marche très bien: la substitution permet aux usagers de drogues de pouvoir prendre soin de leur santé, de pouvoir reprendre un travail, de pouvoir s'occuper de leurs proches...»* Il est urgent *«que la substitution devienne accessible pour toutes les personnes qui en ont besoin, y compris en Russie !* .
Cette convention organisée par les associations SIEC PLUS et BADZ Z NAMI a été financée en partie par la Commission européenne, par l'ambassade de France en Pologne et par l'Agence nationale polonaise de lutte contre le sida, dans le cadre de notre partenariat européen Intégration, coordonné par AIDES.
Infos : www.integration-projects.org

Quand la société regarde la séropositivité dans les yeux

© D. Hérard

Contribuer à la meilleure dignité des personnes séropositives est un lourd combat tant cette dignité est aujourd'hui affectée par la chape de silence qui pèse sur les personnes touchées par le virus du sida.

Il émerge des multiples espaces de parole ouverts dans AIDES un besoin fondamental pour les personnes séropositives de pouvoir parler de leur maladie, dans la sphère privée comme dans la sphère publique, sans risquer d'être stigmatisées ni rejetées par les proches et/ou la société. Ces multiples témoignages illustrent les chiffres de récentes études (Vespa, AIDES & Toi, Sida Info Droit, etc.) qui confirment que la plupart des personnes séropositives sont contraintes de taire leur maladie, souvent au détriment de leur bien être et de leur état de santé.

Depuis 2005, les acteurs de AIDES ont uni leurs efforts autour de cette attente en multipliant les initiatives pour faciliter l'expression de la séropositivité lorsqu'elle est souhaitée. Parmi ces actions concrètes, des campagnes nationales de sensibilisation interpellant le public sur ces situations personnelles dramatiques, et invitant à la réflexion sur leur propre comportement à l'égard des séropositi(ve)fs.

La première initiative d'envergure s'est articulée autour de fresques peintes au cœur de grandes villes : Paris, Marseille, Bordeaux, Angoulême, Poitiers, Nantes, Angers, etc. Animés par les délégations locales AIDES, ces projets ont réuni de multiples partenaires (mairies, associations de quartiers, graphistes, etc.) autour de la parole de personnes séropositives victimes d'isolement face à l'incapacité de la société à entendre leur vécu.

C'est aussi grâce à la contribution gracieuse de l'agence TBWA\Paris et à l'engagement à nos côtés de personnalités (Johnny Hallyday, Jean-Pierre Foucault, Didier Drogba, Claire Chazal, Muriel Robin, Laurent Ruquier, Sébastien Cauet), que la campagne «C'est le sida qu'il faut exclure, pas les séropositifs» a pu voir le jour en octobre 2006. Fortement soutenue par les médias, JCDecaux et des municipalités, cette campagne a permis de toucher un très large public. Et de faire réfléchir chacun d'entre nous sur son propre regard porté sur la séropositivité. Pouvoir dire, mais aussi capacité à entendre ces parcours de vie, notre combat en faveur d'une meilleure acceptabilité de la personne séropositive au cœur de la société ne fait que débuter.

Soirée de lancement de la campagne "stars" chez JCDecaux, Neuilly-sur-Seine, 24 octobre 2006



© AIDES

© Orion Delain

Etats généraux des gays séropos

Du 24 au 26 novembre, 350 gays séropositifs venus de toute la France ont pu, durant trois jours, échanger, débattre et finalement élaborer ensemble des revendications collectives.


© Orion Delain

L'originalité des Etats généraux des gays séropos, organisés par AIDES, c'est de permettre la rencontre de personnes de tous âges, chacune avec son parcours et son expérience de la séropositivité et de l'homosexualité.
L'objectif de ces Etats généraux ? Donner la parole aux gays séropos !
Le pari : construire un espace collectif de libre parole et de mobilisation, en donnant la possibilité à tous d'être acteurs de cet événement. Autant dire que la «forme» compte autant que le contenu !
Dans le même temps, une cinquantaine d'associations homos se sont réunies, afin de réfléchir sur les actions nécessaires pour améliorer la santé des gays, séropos ou non.
Durant les trois jours, les ateliers, les plénières de restitution, les moments conviviaux et les repas se succèdent… sans oublier les nécessaires séances d'ouverture et de clôture.
Quatre grandes thématiques de discussion ont rythmé le week-end :
- Désir, plaisir, sexe : parlons de nos pratiques,
- Santé, bien-être, protection : conséquences de mes pratiques sur ma santé,
- Vivre ensemble : moi et les autres,
- Vie sociale et professionnelle : être gay et séropo dans la société.
Pour favoriser les échanges entre les participants, les thématiques sont elles-mêmes déclinées en ateliers plus réduits. Après chaque atelier, des participants élaborent une synthèse des échanges, des propositions et revendications. La synthèse est ensuite lue et discutée lors des séances de restitution, à la fin de chaque demi-journée. Exercice difficile et stressant, mais qui permet à tous de s'imprégner de l'ensemble des débats. De la même manière, le discours de clôture, lu par un des participants des Etats généraux, est une «synthèse des synthèses».
Mais la «forme», c'est aussi tout ce qui se passe dans le «off», dans ces temps de convivialité qui sont souvent aussi importants que les ateliers. Beaucoup de participants ont parlé de leurs émotions, des rencontres et du fait de se sentir forts

ensemble… mais aussi de la difficulté de rentrer chez soi après un week-end aussi intense. Favoriser ces échanges informels, c'est aussi le cœur des Etats généraux : indispensable pour se réapproprier la parole, individuellement et collectivement !

Que retenir de ces Etats généraux ? Se vivre gay et séropo est toujours vécu par beaucoup comme une «double peine». Il faut faire deux coming-out, avec la peur d'être rejeté ou discriminé par ses proches. Car si l'homosexualité se banalise relativement dans la société, ce n'est pas le cas pour la séropositivité ! Beaucoup des participants ont souligné à quel point la communauté gay (ses bars, ses sex-club, ses associations) peut être discriminante envers ses membres séropos.

La sexualité, l'homosexualité, restent toujours le point faible du suivi médical. Médecins mal à l'aise, moralistes, ou qui réduisent leur patient à un taux de T4… A qui parler des effets des traitements sur la libido, de la difficulté à rencontrer des partenaires, de sexualité et de plaisir ? Agir sur ce terrain pourrait passer par la création de centres de santé, gérés par des gays, pour des gays.

Vieillir, vivre dans son corps de gay séropo : la question est cruciale, elle touche à l'estime de soi, aux désirs… Là encore, le corps médical est parfois à côté de la plaque. Il faut évidemment le sensibiliser, mais il sera aussi nécessaire de s'organiser entre nous, par des groupes de parole et de soutien, dans les associations sida ou homosexuelles ! Là encore, la solidarité entre gays ne doit pas rester un vain mot.

La prévention a fait l'objet de nombreuses discussions. Des remarques acerbes ont été formulées contre ceux qui pensent que le préservatif est un moyen facile, et facile très longtemps ! Proposer un discours commun et cohérent sur les risques et l'échelle de risques dans la sexualité des séropos serait le minimum. Il a aussi été souligné que la prévention n'est pas à la seule charge des séropos. Enfin, pour compléter la palette de prévention et les préservatifs, à quand des recherches sur les microbicides rectaux ?

Enfin, la question sociale, la question des droits a été largement abordée, notamment avec le ministre de la Santé. Les montants des aides sont trop faibles. Il convient de les revaloriser : les malades, et plus particulièrement les gays séropos, sont-ils condamnés au statut de nouveaux pauvres ?

En parallèle à ces ateliers, se déroulait un séminaire associatif. L'objectif, en rassemblant des militants LGBT, était d'agir sur la santé des gays, d'agir vis-à-vis du corps médical, mais aussi de travailler sur la place des séropos dans les associations. Si la santé est envisagée dans sa globalité, le VIH reste pour des raisons épidémiologiques et historiques au cœur de ces discussions. Les participants du séminaire, après avoir partagé des constats épidémiologiques, ont pu discuter des expériences menées en matière de santé gay en Suisse ou au Québec. Le dimanche matin a été consacré à tracer des pistes opérationnelles : en terme de formation, de partage de connaissances et d'expériences. Ce travail aura des suites, et il a permis de mesurer le fort désir de travailler ensemble sur la santé gay !





Qu'en ont pensé les participants ?

70 à 95 % des participants se disent satisfaits ou très satisfaits de la manière dont se sont déroulés les travaux en séance plénière et dans les ateliers. L'ambiance générale, les rencontres, la convivialité, sont jugés positivement par plus de 90 % des hommes réunis ces jours-là. Le cadre et la disponibilité des équipes, appréciés dans les mêmes proportions, y ont sans doute contribué. Au final, 91 % des hommes gays réunis dans ces Etats Généraux disent se reconnaître dans les conclusions générales des plénières et sont prêts dans les mêmes proportions à porter ces revendications à l'extérieur, soit en témoignant, soit en participant à la tenue d'évènements autour de cette parole dans leur région d'origine.
Pour en savoir plus, les actes des Etats généraux sont disponibles dans les délégations de AIDES et sur http://www.aides.org !

La réponse à l'épidémie du VIH/sida implique une transformation de la société. Grâce à son expertise, à la pertinence de son plaidoyer, à la qualité de sa relation avec les pouvoirs publics et les organisations internationales, AIDES est une force de proposition, un acteur de cette transformation.



transformation

AIDES prépare les élections

Parce que la lutte contre le sida, au plan national aussi bien qu'international, doit rester une priorité des élus, AIDES a décidé de s'inviter dans les campagnes électorales présidentielle et législative de 2007.
Le Conseil d'Administration a ainsi défini, dès 2006, six thématiques, illustrées par plusieurs revendications à soumettre aux candidats et candidates :

- Pour des conditions de vie décentes !
- Pour une véritable égalité des droits !
- Pour l'égalité des chances face à la prise en charge de la maladie !
- Pour une prévention adaptée aux femmes !
- Pour une vraie politique de réduction des risques en prison !
- Pour une lutte mondiale contre le sida à la hauteur des enjeux !

Changer la société

AIDES agit avec les personnes concernées par le VIH/sida pour trouver ensemble les solutions les mieux adaptées à leurs difficultés et leurs attentes. Mais AIDES ambitionne aussi de changer la société. En expérimentant des actions initiées par les volontaires sur le terrain, en travaillant avec les pouvoirs publics et d'autres associations pour faire avancer les droits des personnes touchées par le VIH/sida et de l'ensemble des malades.

Militante. C'est cet adjectif qui colle le mieux à AIDES. Favoriser l'expression des personnes concernées par l'épidémie de VIH/sida et faciliter leur mobilisation s'inscrit dans une perspective de transformation sociale. Ce que nous entreprenons, nous le faisons avant tout pour aider à construire une société plus tolérante, une société qui s'adapte aux malades.
Pour ce faire, les champs d'activité sont nombreux. AIDES intervient directement auprès des responsables politiques locaux et nationaux pour faire entendre la parole et l'expertise des personnes concernées par le VIH/sida ; elle est sollicitée régulièrement par des institutions comme l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) ou la Haute autorité de santé (HAS), ses membres siègent dans diverses institutions. En 2006, Christian Saout, président de AIDES, a ainsi été élu président de la Conférence nationale de santé. C'est la première fois que cet organisme consultatif placé auprès du ministre de la Santé élisait un représentant des usagers du système de santé.
AIDES s'implique aussi au niveau international, en construisant des partenariats avec des associations de pays du Sud et d'Europe centrale et orientale, mais aussi en intervenant auprès des organismes internationaux, comme le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.
Grâce à son réseau national, AIDES s'est aussi beaucoup investie en 2006 dans la mise en place des Coordinations régionales de la lutte contre l'infection par le VIH, les Corevih, qui ont vocation à mettre en place une véritable démocratie sanitaire en partant des acteurs de terrain.
AIDES s'implique aussi dans des structures interassociatives comme le CISS ou le TRT-5 - sur lesquels nous revenons page 23 - ou encore dans de nombreuses manifestations de solidarité avec les personnes séropositives. Car la finalité de notre combat n'est pas une gestion au quotidien de l'épidémie, mais bel et bien de faire évoluer les cadres légaux pour une meilleure prise en compte de la qualité de vie des patients.

Pour l'égalité des droits face à l'emploi

L'année 2006 a marqué la fin du projet «Pathologies chroniques évolutives et milieu de travail» mis en place avec de nombreux partenaires en 2002, dans le cadre du programme européen EQUAL, pour l'égalité des droits face à l'emploi.

Les demandes croissantes exprimées par les personnes séropositives en terme de soutien et d'accompagnement ont depuis des années conduit AIDES à réfléchir et agir sur la place des personnes séropositives et des personnes touchées par une maladie chronique dans le domaine de l'emploi : y accéder, y retourner, s'y maintenir. Même si les personnes touchées par ces maladies[1] souhaitent et, grâce aux progrès de la médecine, pourraient garder leur emploi ou reprendre une activité professionnelle, elles restent encore trop souvent en marge de toute activité professionnelle.
C'est pourquoi, en 2002, AIDES a initié le projet expérimental «Pathologies chroniques évolutives et milieu de travail», qui s'est déroulé sur plus de quatre ans (2002 – 2006) et a cherché à identifier et valoriser les pratiques de sensibilisation et de formation innovantes qui facilitent l'accès, le retour ou le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap liée à une maladie chronique. Cinergie, la Fédération des Services CFDT, la Fédération nationale d'aide aux insuffisants rénaux, Jeunes solidarité cancer et Vaincre la mucoviscidose s'y sont associés.
Le projet a permis une amplification et un changement d'échelle dans les actions de sensibilisation des acteurs de l'insertion et de l'entreprise, une synergie entre les différents partenaires, et une facilité d'accès par les personnes touchées par une maladie chronique à des personnes ressources issues du milieu associatif, du secteur de l'insertion ou du milieu de travail. La création de différents outils et brochures à destination des



différents acteurs et des personnes touchées, notamment le site Internet www.pathologies-et-travail.org, ressources du projet, a permis de pérenniser ce programme.
En 2007, AIDES et des associations partenaires continueront de mener des actions pour la qualité de vie des personnes touchées par une maladie chronique, notamment avec la création du collectif Chroniques associés.

Infos : www.chroniques-associes.fr

1. VIH/sida, cancers, hépatite C, mucoviscidose, sclérose en plaques, insuffisance rénale, polyarthrite rhumatoïde, etc.

AIDES demande des comptes à l'ONU et à la France

La Session extraordinaire de l'assemblée générale des Nations-unies sur le VIH/sida (UNGASS), qui s'est tenue en 2001, était la première session de ce type exclusivement consacrée au VIH/sida. Une liste d'engagements dans différents domaines a été adoptée par tous les Etats membres pour lutter plus activement et efficacement contre l'épidémie.
Cinq ans plus tard, la même assemblée s'est réunie à New York, du 31 mai au 2 juin 2006, afin de dresser le bilan de la tenue des engagements pris par chaque Etat. A cette occasion, AIDES, Act Up-Paris et Solidarité Sida ont publié un rapport évaluant l'application des engagements de la France et formulé des recommandations.
Force est de constater que les objectifs mondiaux ne sont pas atteints et que la France marque le pas.
Les pays riches n'ont pas tenu leur engagement à augmenter fortement et rapidement les ressources apportées aux pays en développement pour juguler la pandémie. La France, malgré son fort soutien au Fonds Mondial, reste en-deçà de la part de l'engagement qui lui revient.
Dans l'hexagone, les conditions réservées aux personnes les plus vulnérables face à l'épidémie se sont dégradées. De manière parfois larvée, ou de façon plus directe, la marginalisation des personnes s'accélère en dépit des risques pour leur santé et pour la santé publique. Les associations dénoncent la tendance répressive des politiques à l'égard des travailleurs et des travailleuses du sexe et des usagers de drogue, notamment en milieu carcéral, et la dégradation du droit à la santé pour les étrangers en situation irrégulière.

Les Corevih : se concerter pour améliorer la qualité des soins

Les Corevih permettront de regrouper, généralement au niveau régional, les différents intervenants de la lutte contre le sida. AIDES a choisi de s'engager activement dans ces instances, partout en France, pour y exprimer les attentes des personnes concernées par le VIH en termes de prévention et de soins.

La réforme des CISIH (centres d'information et de soins de l'immuno-déficience humaine) est engagée depuis 2003. Progressivement, en 2007, tous les CISIH seront transformés en «COordinations REgionales de lutte contre le VIH» ou Corevih. Les CISIH ont présenté un réel intérêt au moment de leur création, à la fin des années 1980. Mais aujourd'hui, la majorité d'entre eux n'ont plus qu'un rôle très limité. Les Corevih apportent l'espoir d'un dialogue régulier et d'une meilleure coordination entre tous les acteurs de la lutte contre le VIH/sida (équipes soignantes hospitalières et de ville, professionnels du social, associations, etc.),

Les Corevih devront permettre de mieux faire entendre et prendre en compte les besoins des personnes séropositives. C'est pourquoi AIDES s'est engagée bien en amont de leur création effective. Notamment en participant, avec le collectif interassociatif TRT-5, au comité de pilotage de la réforme. Le nouveau cadre légal donnera la voix aux malades puisque 20 % des membres du Corevih seront des militants d'associations comme AIDES.

En 2006, AIDES est d'ailleurs la première association de lutte contre le sida à avoir reçu l'agrément permettant de représenter les «malades et usagers du système de santé» dans les instances de santé.

Compte tenu de l'enjeu représenté par les Corevih, AIDES a mis en place en 2006 trois sessions de formation afin de soutenir et renforcer les capacités des militants à siéger dans ces nouvelles instances. Au total, ces formations ont réuni 65 participants, dont 52 issus de l'ensemble des régions AIDES et 13 issus d'autres associations. L'importance du soutien au long cours de l'engagement des militants associatifs dans les Corevih a également été soulignée par les participants.

Une liste de diffusion et d'échanges a favorisé l'information et le partage d'expériences entre militants de AIDES souhaitant participer, directement ou indirectement, à la représentation dans les Corevih. Elle a également permis de recueillir des informations pour nourrir la réflexion et les propositions au comité de pilotage de la réforme.

Des propositions ont été faites pour les futurs règlements intérieurs des Corevih, afin de favoriser la participation et la démocratie sanitaire.

Au total, à AIDES, les formes de mobilisation, nationales ou locales, ont été importantes et diverses en 2006. Notre but dans les Corevih sera de faire entendre les besoins des personnes séropositives et d'œuvrer ensemble, avec les autres acteurs de la lutte contre le sida, à l'amélioration du système de santé.



Campagne AIDES 2003

Pour l'accès à l'assurance

Depuis de nombreuses années, AIDES est au premier plan de la mobilisation contre la discrimination relative à l'assurance, une injustice vécue par un grand nombre de personnes séropositives.

La convention «s'Assurer et Emprunter avec un Risque Aggravé de Santé» (AERAS) a été signée le 6 juillet 2006 par les représentants de l'Etat, les professionnels de l'assurance et de la banque, ainsi que des associations représentant les personnes malades ou handicapées. Elle a pour objectif de faciliter l'accès à l'emprunt en apportant des réponses aux problèmes d'assurance que rencontrent les personnes qui présentent un risque de santé aggravé.

La convention AERAS apportant un certain nombre d'améliorations et des innovations par rapport à la convention précédente, la convention Belorgey, AIDES a choisi de la signer. Cependant, en refusant de faire figurer cette convention dans le Code de la consommation et dans le Code des assurances, les députés ont privé celles et ceux qui ont recours à une assurance de prêt d'une information obligatoire sur l'existence de la convention et de la motivation détaillée en cas de refus d'assurance. Le combat continue !

Le TRT-5

Créé en 1992, le Groupe interassociatif «Traitements et Recherche Thérapeutique» (TRT-5) réunit huit associations de lutte contre le sida, dont AIDES, qui souhaitent faire face, ensemble, à l'urgence thérapeutique.

Le TRT-5 fait valoir les droits et besoins des personnes infectées par le VIH auprès des chercheurs, des médecins, des pouvoirs publics et de l'industrie pharmaceutique. Il participe à la diffusion, auprès des malades, d'une information précise et actualisée sur les traitements et la recherche thérapeutique par le biais de ses associations membres et de l'organisation d'une journée annuelle de réflexion, dont le thème a été en 2006 «la prise en charge tardive du VIH».
Les deux axes principaux de travail et de plaidoyer restent l'accès rapide et sécurisé aux nouvelles thérapeutiques et la lutte contre les complications dues au VIH et aux traitements. En outre, l'année 2006 a vu le groupe s'investir plus particulièrement dans la production des recommandations publiques. Ainsi, le TRT-5 a participé activement à l'élaboration des recommandations d'experts 2006 sur la prise en charge des personnes séropositives (dites «rapport Yéni»).
Le groupe interassociatif a constamment plaidé pour une vision globale de la prise en charge, avec un investissement important de AIDES dans ce cadre.
Par ailleurs, la réforme de l'Assurance maladie engagée depuis 2004 s'est traduite par un travail important autour des affections de longue durée (ALD), afin de préserver et améliorer l'accès de tous, sans distinction de revenus, aux thérapeutiques et soins nécessaires à une prise en charge de qualité.
La gestion des effets indésirables, et notamment des séquelles des traitements anti-VIH, comme les lipodystrophies (troubles de la répartition des graisses) a fait l'objet d'un suivi attentif et d'actions de plaidoyer pour encourager la recherche, la qualité des interventions et leur financement. Ce travail sera poursuivi en 2007.

Infos : www.trt-5.org

Le CISS

En 2006, AIDES a continué son implication dans le Collectif interassociatif sur la santé (CISS).
Le CISS se développe maintenant sous la forme d'un réseau national avec une série de collectifs régionaux. Les journées nationales, en novembre 2006, ont été l'occasion, pour ce qui est maintenant le mouvement des CISS, d'échanger sur leurs préoccupations communes et de produire des recommandations. Auparavant, tout au long de l'année 2006, des sessions de formation avaient permis d'apporter aux membres des CISS qui siègent dans des instances de santé publique ou dans les instances de l'Assurance maladie un bon niveau d'information et une formation à l'exercice de leur responsabilité.
Maintenant, il faut s'atteler à la reconnaissance du statut de l'élu associatif, car si la formation est au rendez-vous, la question des frais de représentation (déplacement, temps de travail...) est encore à régler.
L'année 2006 aura aussi été un temps d'expression fort sur de nombreux sujets en lien direct avec les préoccupations des usagers du système de santé. Sur les affections de longue durée, dont le régime était discuté à la Haute autorité de santé (HAS). Sur l'éducation thérapeutique, dont une recommandation de la HAS est attendue. Sur les «programmes patients» de l'industrie pharmaceutique, dont la traduction législative ne correspondait pas à nos attentes. Sur la qualité de vie des personnes vivant avec une maladie chronique, où nous attendons, depuis deux ans maintenant, la publication d'un plan soutenant les actions menées dans leur direction.
Enfin, le CISS a mis en place un service dédié aux représentants des usagers et aux usagers eux-mêmes. Il s'agit d'un service téléphonique et électronique qui permet d'obtenir des renseignements sur les droits des malades et sur les conditions d'exercice de la responsabilité de représentants des usagers dans les instances de santé.

Infos : 0 810 004 333 ou sur www.leciss.org

AIDES, en la personne de son président, Christian Saout, occupe la vice-présidence du CISS. Un collectif qui regroupe :

- AFD (Association Française des Diabétiques)
- AFH (Association Française des Hémophiles)
- AFM (Association Française contre les Myopathies)
- AFP (Association Française des Polyarthritiques)
- AIDES
- Alliance Maladies Rares
- APF (Association des Paralysés de France)
- AVIAM (Association d'Aide aux Victimes d'Accidents Médicaux)
- CSF (Confédération Syndicale des Familles)
- Familles Rurales
- FFAAIR (Fédération Française des Associations et Amicales d'Insuffisants Respiratoires)
- FNAIR (Fédération Nationale d'Aide Aux Insuffisants Rénaux)
- FNAP-PSY (Fédération Nationale des Associations d'(ex) Patients PSY)
- FNATH (Association des Accidentés de la Vie)
- FNAMOC (Fédération Nationale des Associations de malades Cardio-vasculaires et Opérés du Coeur)
- Le LIEN (Association de Lutte, d'Information et d'Etude des Infections Nosocomiales, sécurité Sanitaire)
- LNCC (Ligue Nationale Contre le Cancer)
- ORGECO (ORganisation GEnérale des COnsommateurs)
- SOS Hépatites
- UFCS (Union Féminine Civique et Sociale)
- UNAF (Union Nationale des Associations Familiales)
- UNAFAM (Union Nationale des Amis et Familles de Malades Psychiques)
- UNAPEI (Union Nationale des Associations de Parents et Amis de Personnes Handicapées Mentales et de leurs amis)
- Vaincre la Mucoviscidose

Le Réseau Afrique 2000 mieux organisé pour le plaidoyer

L'année 2006 a vu la formalisation, par une convention, des liens entre les associations membres du Réseau Afrique 2000. L'organe décisionnel, le comité exécutif, s'est réuni à plusieurs reprises au cours de l'année. Plusieurs formations pour les membres du Réseau ont été organisées par le centre Donya, à Bamako, et AIDES, dont la formation pilote au plaidoyer.

Le Réseau Afrique 2000 unit à ce jour 15 associations de lutte contre le sida, dont 14 en Afrique subsaharienne et une association française, AIDES. Son objectif d'origine était de contribuer à un large accès aux traitements, notamment par le renforcement de la mobilisation associative au Sud. Unies de manière informelle depuis fin 1997, les associations du Réseau Afrique 2000, à l'approche de son dixième anniversaire, ont décidé de se structurer en un collectif d'associations régi par une convention de partenariat. Le 12e regroupement du Réseau, en juillet 2006, à Lomé, a permis l'élaboration d'une convention de partenariat validée par les associations présentes, et la naissance de l'organe de gouvernance du Réseau Afrique 2000, son comité exécutif. Constitué d'un représentant par pays, le comité exécutif se réunit deux fois par an en assemblée régulière. Les décisions y sont prises à l'unanimité et leur mise en œuvre est facilitée par le secrétariat de coordination, instance hébergée à tour de rôle par une des associations du Réseau pour une durée de deux ans. Enfin, ce regroupement de Lomé a été l'occasion de constater que le Réseau avait démontré la faisabilité de la prise en charge des personnes séropositives en milieu associatif dans des contextes de grande pauvreté. Il a donc permis de définir la nouvelle feuille de route politique : «Permettre à la société civile de contribuer à l'accès universel de qualité à la prise en charge globale des personnes vivant avec le VIH/sida.»

Le Réseau Afrique 2000 est un espace d'échanges de savoir-faire associatifs et de construction de bonnes pratiques. Il organise des regroupements thématiques, des formations et un appui technique individualisé aux associations.

Les acteurs de la lutte contre le VIH/sida se forment au plaidoyer

Le plaidoyer est un ensemble d'actions cohérentes menées pour convaincre ou influencer un ou des décideurs afin d'obtenir un changement dans l'intérêt d'une communauté. La formation au plaidoyer est née d'une demande émise en 2004 par les associations membres du Réseau. Elle a eu lieu au centre de formation Donya, au Mali, mis en place conjointement par AIDES et le partenaire malien ARCAD/Sida.

Trois semaines de formation ont été organisées pour arriver à la mise en place d'un véritable groupe de plaidoyer compétent du Réseau Afrique 2000. Une formation-action a commencé en juillet 2006. La 2e session s'est déroulée en septembre, la 3e s'est tenue en janvier 2007. A l'issue de la formation, les stagiaires seront capables d'élaborer un projet de plaidoyer associatif, de le négocier en interne et en externe, de le mettre en œuvre et de l'évaluer. Les stagiaires de la première formation ont défini les conditions requises pour mener à bien des actions de plaidoyer : connaître le contexte politique et sanitaire de leur pays, être en capacité d'identifier des thèmes de plaidoyer et maîtriser les outils au service du plaidoyer. Les stagiaires en provenance de huit pays (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, France, Guinée, Mali, Niger, Sénégal et Togo) ont mené des actions de plaidoyer local et ont souvent utilisé les outils présentés lors de la première session. Il s'agissait en particulier de bien présenter les arguments apportés à la personne que nous souhaitons convaincre. Ainsi, à l'issue de la première session, les stagiaires ont pu mettre en avant, dans leur association, l'importance du plaidoyer.

© AIDES



Lomé, juillet 2006

Plaider pour améliorer la lutte contre les hépatites virales

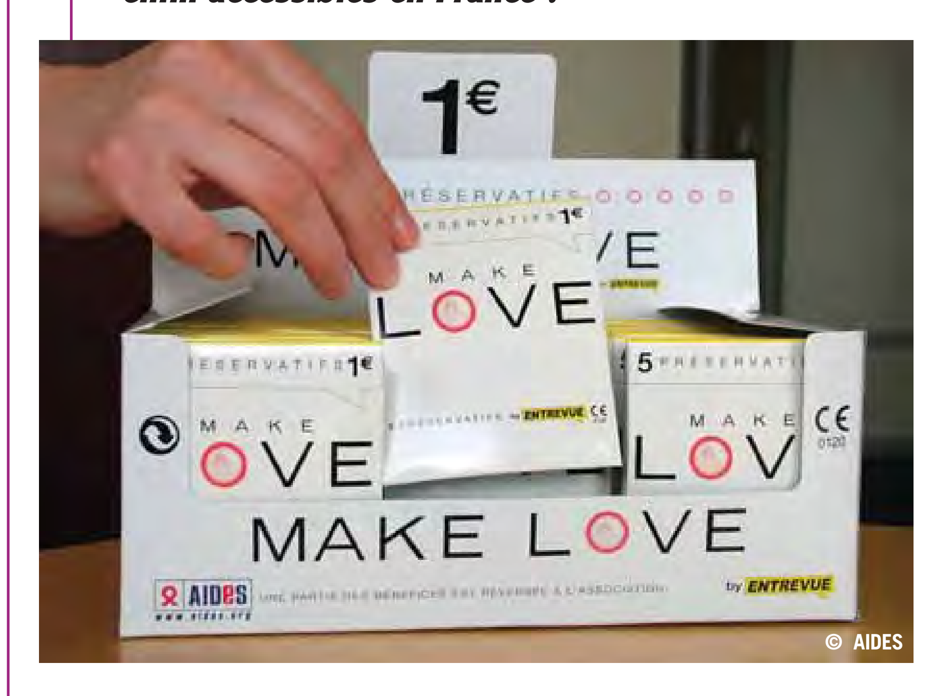
AIDES est une association de lutte contre le sida et les hépatites virales. Aujourd'hui, en France, les hépatites concernent particulièrement les usagers et ex-usagers de drogues (six sur dix sont atteints par l'hépatite C), les personnes détenues (huit fois plus d'hépatite C en prison que dans la population générale) et les personnes également atteintes par le VIH : une personne séropositive au VIH sur trois est en effet également porteuse d'une hépatite. Pourtant, les pratiques à risque persistent et l'accès aux soins des personnes atteintes reste très insuffisant.

2006 aurait dû voir paraître un programme national de lutte contre les hépatites virales pour les prochaines années, sous l'égide du ministère de la Santé. Nous avons participé de manière très active à son élaboration, aux côtés des experts médecins. A la mi-2007, nous en attendons toujours la publication, en espérant ne pas être déçus par les arbitrages effectués par les services du ministère de la Santé…

Nous sommes également intervenus auprès de la Haute autorité de santé pour demander avec insistance que les besoins des personnes atteintes d'hépatite C soient mieux pris en compte dans l'élaboration des recommandations destinées aux médecins. Notre action de plaidoyer a aussi porté sur deux autres thèmes : l'égalité d'accès aux nouveaux examens d'évaluation de l'état du foie, et la demande de remboursement par la Sécurité sociale de l'époétine (EPO) lorsqu'elle est utilisée pour diminuer l'anémie (baisse des globules rouges) au cours du traitement de l'hépatite C. Nous continuerons à nous mobiliser en 2007 pour faire avancer ces dossiers.

« Make Love » à 20 centimes !

Avec moins de 100 millions de préservatifs vendus par an, la France arrive loin derrière ses pays voisins qui en consomment souvent plus du double (210 en Allemagne, 240 en Italie). Grâce à la volonté de partenaires opiniâtres et à la délégation AIDES en Côte-d'Or, les préservatifs sont devenus enfin accessibles en France !



© AIDES

Si AIDES distribue annuellement un million de préservatifs masculins lors de ses actions de terrain, cet outil de prévention restait encore trop peu accessible en France au regard de la recrudescence des infections sexuellement transmissibles, dont le VIH/sida. Vendus en moyenne 0,5 euro l'unité, ils n'étaient essentiellement distribués que dans des réseaux très exclusifs (pharmacies et grandes surfaces), ce qui ne facilite pas l'acte d'achat. C'est dans ce contexte que la délégation de AIDES en Côte-d'Or a expérimenté, en juin 2006, la vente de préservatifs à 20 centimes auprès des buralistes du département, en partenariat avec le fabricant Antoine&Associés. Fort du succès rencontré localement, AIDES a souhaité étendre le projet sur l'ensemble du territoire en conservant l'objectif initial : rendre le préservatif plus accessible, c'est-à-dire moins cher et disponible dans des lieux de proximité partout en France.

Le 1er décembre 2006, le préservatif Make Love-AIDES voyait donc le jour grâce au soutien de nombreux partenaires (NMPP, Hachette Filipacchi Médias, Antoine&Associés, l'UNDP...). 20 000 points de ventes chez les diffuseurs de presse et buralistes ont ainsi été alimentés en préservatifs vendus 1 euro les cinq. Plus de quatre millions de préservatifs Make Love-AIDES se sont vendus en décembre, prouvant que notre bataille pour une meilleure accessibilité était pertinente. Ce projet s'inscrit désormais dans la durée et devrait contribuer à terme au fort développement de la consommation du préservatif en France.

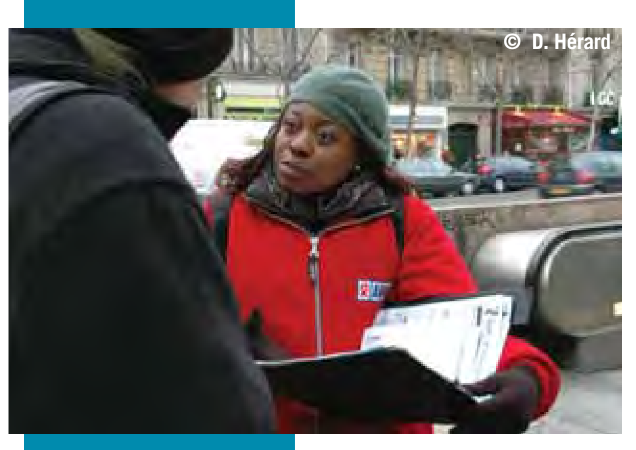
finances

Le développement de nos actions et l'indépendance financière

AIDES a de nouveau atteint l'équilibre financier en 2006 (en léger déficit équivalent à moins de 0,25 % du budget). Cette gestion rigoureuse des comptes de l'association a été accomplie dans un contexte de fort développement de nos actions induisant une croissance budgétaire importante. Le recrutement de nouveaux donateurs et la consolidation de nombreux partenariats restent le gage de l'indépendance financière et de la pérennité de nos actions.



Affichage de la campagne «C'est le sida qu'il faut exclure, pas les séropositifs», Castres, novembre 2006



Collecte de rue, Paris, janvier 2006

Le développement et la qualité de nos différentes actions reposent sur deux piliers. L'engagement des volontaires, évidemment, mais aussi le bon usage des fonds qui nous sont confiés par les donateurs, les pouvoirs publics et l'ensemble de nos partenaires.

L'exercice 2006 s'inscrit dans la continuité de celui de 2005. AIDES termine sur un résultat quasi équilibré, avec un déficit de 57 786 euros (soit moins de 0,25 % du budget). Ce résultat est le fruit d'une gestion rigoureuse et du soutien croissant des donateurs. Ce dernier élément est d'ailleurs l'un des faits marquants de l'année écoulée. Les ressources liées à la générosité du public comptent aujourd'hui en effet pour plus d'un quart de l'ensemble de nos ressources (27 % contre 19 % en 2005). Il s'agit, pour une part importante, du résultat des opérations de sensibilisation et de collecte de rue que nous menons un peu partout en France. Ces opérations nécessitent un coût d'investissement, justifiant ainsi l'augmentation des frais de collecte (de 7 % en 2005 à 15 % de notre budget en 2006). Cependant, cet investissement s'est traduit, dès 2006, par une marge nette dégagée par la collecte de rue supérieure à 774 394 euros et constitue un investissement pour notre futur. Ceci nous permet de conforter l'indépendance financière de AIDES et d'entreprendre des actions pour lesquelles nous ne disposons pas suffisamment de fonds publics (travail à l'international, actions de prévention…).

Malgré cette croissance des fonds privés, les subventions publiques demeurent une part primordiale de nos ressources. Elles ont encore augmenté en valeur absolue, signe de la confiance que nous accordent depuis de très nombreuses années les pouvoirs publics.

Les dépenses affectées à nos missions sociales sont encore en augmentation. Elles correspondent à 71 % de notre budget. Le graphique publié en page 31 renseigne sur la diversité de ces missions qui constituent le cœur des actions et de la mobilisation des militants de AIDES.

Autre fait marquant, la valorisation des espaces de communication. Offerts gracieusement par les médias, ils représentent 4 154 474 euros en 2006, contre 2 149 373 en 2005. Ce qui signifie qu'au-delà de ces actions de terrain, AIDES a pu fortement accroître la diffusion de messages de prévention et de solidarité envers les malades auprès d'un très large public.

BILAN

	2005	2006
ACTIF		
Immobilisations incorporelles		
Concessions, brevets et frais de recherches	338	40 335
Autres immobilisations incorporelles	1 196 230	3 283 963
Immobilisations corporelles		
Terrains	19 818	178 200
Constructions	837 902	1 235 367
Installations techniques, matériel et outillage industriel	70 550	53 226
Autres immobilisations corporelles	435 169	577 302
Immobilisations financières		
Autres titres immobilisés	12 638	15 704
Prêts	177 672	229 946
Autres immobilisations financières	131 596	206 663
Actif immobilisé	2 881 914	5 820 705
Stocks et en-cours		
Stock de marchandises	-	-
Créances d'exploitation		
Avances, accomptes versés sur commandes	16 259	14 175
Créances usagers et comptes rattachés	52 733	78 868
Autres créances	5 501 328	5 870 848
Disponibilités et divers		
Valeurs mobilières de placement	-	-
Disponibilités	2 981 490	2 831 580
Charges constatées d'avance	150 636	267 059
Actif circulant	8 702 445	9 062 530
Charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	11 584 359	14 883 235
PASSIF		
Fonds associatifs		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 327 819	1 327 819
Report à nouveau	(1 461 208)	(1 238 331)
Résultat de l'exercice excédent (ou déficit)	159 780	(57 786)
Autres fonds associatifs		
Écarts de réévaluation	841 545	1 598 259
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	138 332	136 986
Sous total	1 006 268	1 766 947
Comptes de liaison		
Provisions pour risques et charges	304 549	318 422
Sous total	304 549	318 422
Fonds dédiés		
Sur subventions de fonctionnement	508 066	541 577
Sur autres ressources		35 960
Sous total	508 066	577 537
Dettes		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	1 964 782	4 421 738
Emprunts et dettes financières divers	2 478	862
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 302 248	1 913 257
Dettes fiscales et sociales	1 478 470	1 915 138
Autres dettes	81 711	96 583
Produits constatés d'avance	4 935 788	3 872 752
Sous total	9 765 476	12 220 330
TOTAL GÉNÉRAL	11 584 359	14 883 235

Les immobilisations incorporelles correspondent à l'investissement dans la collecte de fonds.

Le résultat est déficitaire de 57 786 euros, soit 0,25 % du budget. (cf. page 29).

Les fonds propres progressent de 75 %.

Les comptes annuels détaillés, ainsi que le compte d'emploi des ressources de AIDES, avec leurs annexes, sont disponibles au siège de l'association sur simple demande.

Compte de résultat : Une croissance financière, des charges courantes maîtrisées

Cette année, en tenant compte de la valorisation des espaces de communication, le budget de AIDES a augmenté de 30 %. Le résultat équilibré de l'association démontre qu'elle a su gérer la croissance tout en maîtrisant ses charges courantes.



L'exercice 2006 a été marqué par deux principaux événements : le développement de notre fichier donateur grâce à des opérations de collectes effectuées dans la rue et la fusion au 31 décembre 2006 avec AIDES Ile-de-France.
Cette dynamique s'inscrit dans une progression continue et maîtrisée de notre volume d'activité.
Les fonds associatifs de AIDES augmentent de 76 % (soit de 1 006 268 euros à 1767 947 euros) correspondant principalement à la fusion avec AIDES Ile-de-France.
L'exercice 2006 se solde par un déficit inférieur à 0,25 % du budget, l'association présente donc un résultat équilibré.
Le résultat d'exploitation de AIDES est excédentaire (+ 194 856 euros). Ce résultat traduit une maîtrise des charges courantes de l'association en relation avec les produits reçus. Le résultat d'exploitation est essentiellement lié à nos produits de collecte (marketing direct, legs, partenariats).
L'investissement en collecte de rue et les délais de paiements des financeurs publics ont des conséquences sur notre situation de trésorerie. Le résultat financier accroît ainsi son déficit de 76 %. AIDES fait face à un décalage entre la réalisation de ses actions et le paiement par ses financeurs. Le paiement tardif d'actions déjà engagées dégrade la trésorerie et engendre des frais financiers importants.
Le résultat exceptionnel est déficitaire de 123 655 euros. Ce déficit se réduit de 61 % par rapport à 2005.

Contrôle et transparence : une exigence indispensable

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2006 ont fait l'objet d'une certification par le commissaire aux comptes, le Cabinet Durand & Associés, représenté par Nicolas de Laage de Meux. La certification atteste que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de AIDES à la fin de l'exercice. Elle atteste également de la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les documents adressés aux membres de l'association.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- **continuité de l'exploitation,**
- **permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,**
- **indépendance des exercices,**

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, éditées par le plan comptable général 1999, ainsi que par le plan comptable de la vie associative et le règlement CRC n° 99-01 du 16 février 1999.

RÉSULTAT

	2005	2006
Ventes de marchandises	-	-
Prestations de services	15 330	14 801
Produits des activités annexes	122 894	152 348
MONTANTS NETS DES PRODUITS D'EXPLOITATION	138 224	167 149
Subventions d'exploitation	13 659 819	14 337 518
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	160 600	234 448
Collectes	4 000 868	7 388 152
Cotisations	31 768	27 017
Autres produits	129 011	110 186
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	18 120 290	22 264 470
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	-	-
Variation de stock de marchandises	1 951	-
Variation de stock (matières premières et approvisionnement)	-	-
Autres achats et charges externes	6 015 221	6 836 733
Impôts, taxes et versements assimilés	726 726	809 289
Salaires et traitements	6 560 455	7 077 016
Charges sociales	3 035 358	3 212 274
Dotations aux amortissements sur immobilisations	894 624	3 434 043
Dotations aux provisions sur actif circulant	-	-
Dotations aux provisions pour risques et charges	10 668	19 242
Autres charges	397 058	640 783
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	17 642 061	22 029 380
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	478 229	235 091
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	483 745	378 209
- Engagements à réaliser sur ressources affectées	(411 080)	418 444
RÉSULTAT D'EXPLOITATION CORRIGÉ	550 894	194 856
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	2 235	1 304
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 805	2 524
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	4 040	3 828
CHARGES FINANCIERES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	824	-
Intérêts et charges assimilées	76 493	132 815
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES	77 317	132 815
RÉSULTAT FINANCIER	(73 277)	(128 987)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	35 914	81 299
Produits exceptionnels sur opération en capital	3 505	13 752
Reprises sur provisions et transferts de charges	79 417	154 403
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	118 836	249 453
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	197 682	228 874
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	8 717	11 874
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	230 275	132 360
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	436 674	373 108
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(317 837)	(123 655)
TOTAL DES PRODUITS	18 726 911	22 895 961
TOTAL DES CHARGES	18 567 131	22 953 747
EXCÉDENT OU (DÉFICIT)	159 780	(57 786)

Cette augmentation des amortissements sur immobilisations est due à la croissance de notre investisssement dans la constitution de notre fichier de donateur.

Ce résultat est le fruit de la maîtrise des charges courantes de l'association et du développement de la collecte privée.

Ce déficit est essentiellement lié au décalage entre la réalisation de nos actions et le paiement par nos financeurs.

Ce déficit résulte, en partie, de la réorganisation de nos équipes.

Emplois et ressources

En 2006, 71 % du budget de AIDES a été consacré à ses missions sociales. Des moyens importants ont été consacrés au développement de l'autonomie financière. Dans le même temps, les fonds qui nous parviennent des pouvoirs publics se sont aussi accrus.

RESSOURCES

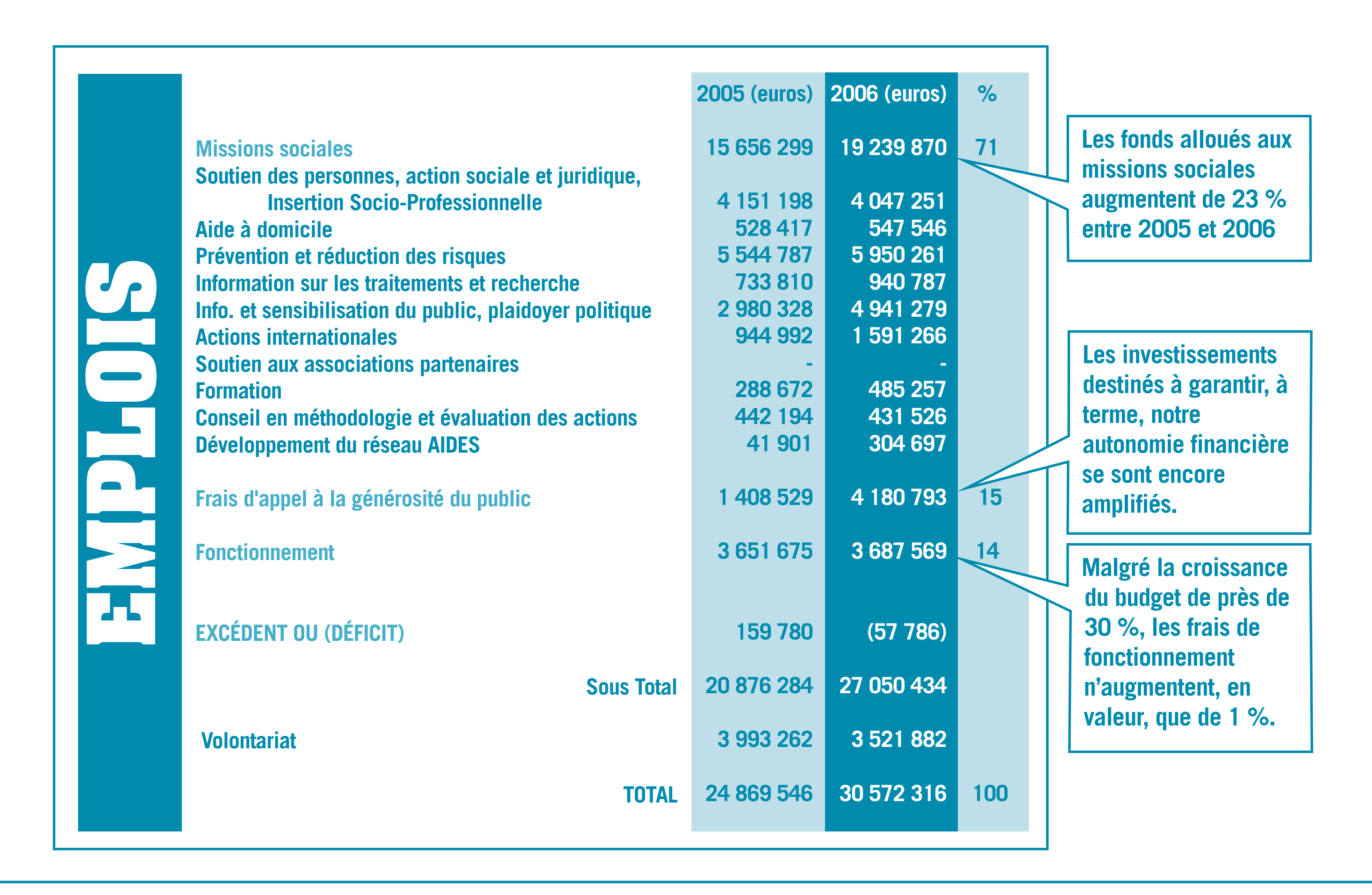
	2005 en euros	2006 en euros	%
Ventes et prestations de services	138 224	167 149	0,5
Ventes de marchandises	-	-	
Prestations de services	138 224	167 149	
Subventions internationales	746 735	1 032 833	4
Communauté Européenne	397 166	370 227	
Ministère des Affaires étrangères	349 569	662 606	
World Aids Fundation	-	-	
Subventions publiques	12 256 155	12 890 496	48
Minitère de la Santé (DGS / DRASS / DDASS)	8 696 393	7 711 181	
Ministère de l'Education	-	-	
Ministère de l'Emploi	99 521	110 156	
MILDT	84 042	45 000	
CNAM	56 282	57 295	
Ministère des Sports	-	4 900	
Conseils régionaux	281 521	290 689	
CRAM	33 098	39 098	
DRTEFP-EQUAL	22 380	24 360	
Conseils généraux	613 274	597 998	
Communes	407 999	454 286	
CPAM	498 751	2 330 630	
Autres établissements publics	484 799	417 029	
CAF et ALT	120 759	109 368	
Aides à l'emploi (CNASEA : CEJ, CES, CEC)	588 885	243 995	
Adultes relais	161 967	159 691	
CIVIS	19 564	14 821	
CAE	-	191 054	
Autres subventions liées au personnel	86 920	88 943	
Collectes (Dons & Legs)	4 000 868	7 388 152	27
Dons	3 443 023	6 994 838	
Legs	557 845	393 314	
Autres financements privés	982 348	789 668	3
AGEFIPH	116 775	23 753	
Organismes privés (labos et mutuelles)	239 397	289 236	
Solidarité Sida	7 996	5 500	
Fondation de France	6 500	5 000	
Sidaction	286 261	90 700	
Cotisations	31 768	27 017	
RAP, transferts de charges	160 600	234 448	
Autres produits	129 011	110 186	
Produits financiers	4 040	3 828	
Produits exceptionnels	118 836	249 453	1
Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs	483 745	378 209	1,5
Dons en nature (Espaces de communication)	2 149 373	4 154 474	15
Sous Total	20 876 284	27 050 434	100
Volontariat	3 993 262	3 521 882	
TOTAL	24 869 546	30 572 316	

Les actions de AIDES sont soutenues par les pouvoirs publics, signe de leur confiance.

La mise en place des CAARUD entraîne un transfert du financement du ministère de la Santé vers la CPAM.

Les investissements réalisés en matière de sensibilisation et de collecte de rue entraînent une augmentation significative des dons privés.

L'agence de communication TBWA\Paris, l'afficheur JC DECAUX/AVENIR, Arte, TF1, NRJ, Pink TV, Métro, 20 minutes... soutiennent AIDES en offrant gracieusement des campagnes et des espaces de communication.



EMPLOIS

	2005 (euros)	2006 (euros)	%
Missions sociales	15 656 299	19 239 870	71
Soutien des personnes, action sociale et juridique, Insertion Socio-Professionnelle	4 151 198	4 047 251	
Aide à domicile	528 417	547 546	
Prévention et réduction des risques	5 544 787	5 950 261	
Information sur les traitements et recherche	733 810	940 787	
Info. et sensibilisation du public, plaidoyer politique	2 980 328	4 941 279	
Actions internationales	944 992	1 591 266	
Soutien aux associations partenaires	-	-	
Formation	288 672	485 257	
Conseil en méthodologie et évaluation des actions	442 194	431 526	
Développement du réseau AIDES	41 901	304 697	
Frais d'appel à la générosité du public	1 408 529	4 180 793	15
Fonctionnement	3 651 675	3 687 569	14
EXCÉDENT OU (DÉFICIT)	159 780	(57 786)	
Sous Total	20 876 284	27 050 434	
Volontariat	3 993 262	3 521 882	
TOTAL	24 869 546	30 572 316	100

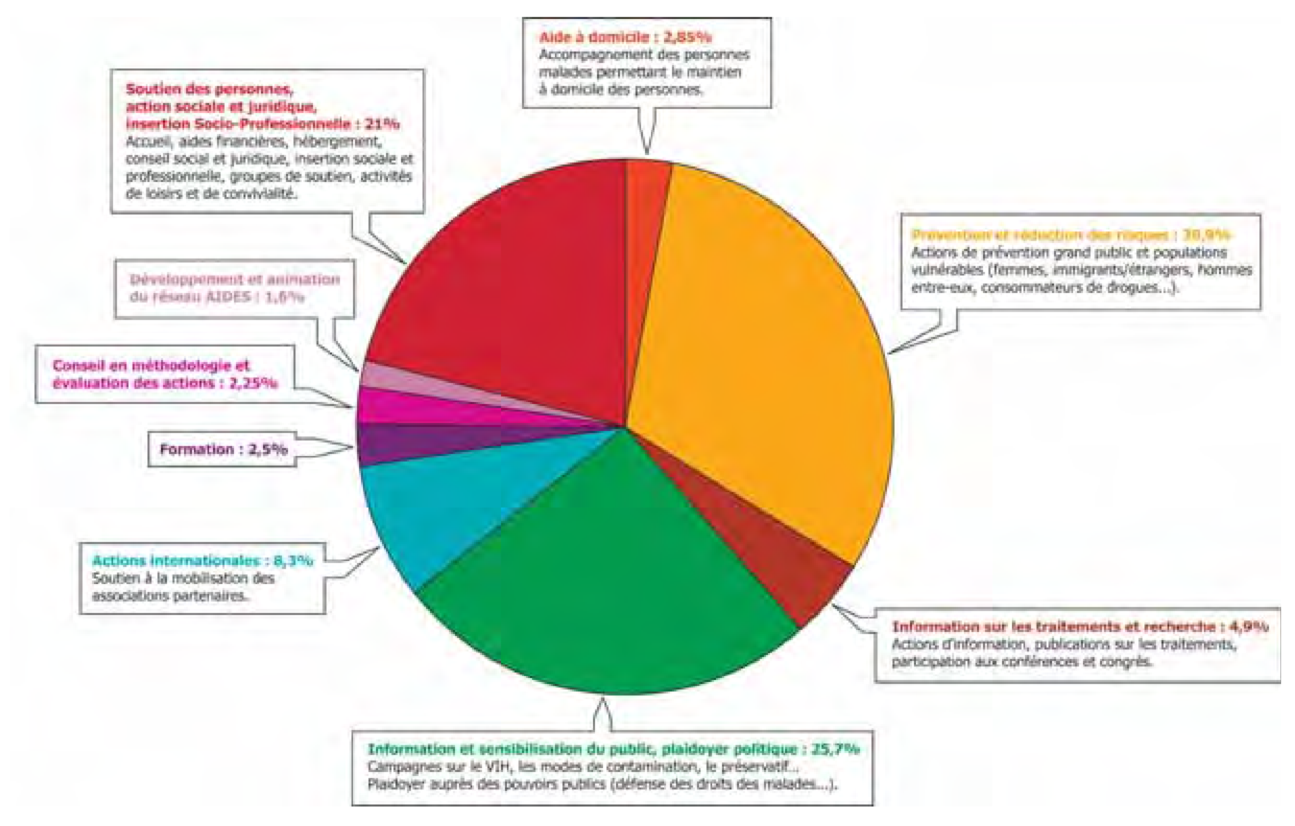
Les fonds alloués aux missions sociales augmentent de 23 % entre 2005 et 2006

Les investissements destinés à garantir, à terme, notre autonomie financière se sont encore amplifiés.

Malgré la croissance du budget de près de 30 %, les frais de fonctionnement n'augmentent, en valeur, que de 1 %.

Missions sociales : Soutien et prévention

Près de 86 % des missions sociales de AIDES sont consacrées à la prévention, à la sensibilisation du grand public, et au soutien des personnes touchées par le VIH/sida et les hépatites virales, en France et à l'international.



Ont été publiés en 2006...



Entr'AIDES
Entr'AIDES est le journal des donateurs de AIDES. Envoyé à 100 000 personnes, il fait le point trimestriellement sur l'actualité de la lutte contre le sida et de l'association AIDES.



Gay dans tous ses états
Cette brochure est le fruit d'un riche travail entre AIDES et la Fédération des centres LGBT (Lesbiennes, gaies, bi et trans). Elle parle des homos, du coming out, des établissements commerciaux, des associations, du travail, de la vieillesse, du handicap, du VIH, des pratiques sexuelles, des moyens de se protéger, etc...



Les bases pour comprendre : La biopsie du foie
La biopsie du foie est un examen médical parfois indiqué quand on a une hépatite virale. Construit à partir de témoignages de personnes ayant fait cet examen, ce document apporte les informations nécessaires pour mieux le comprendre et répond aux principales inquiétudes et questions des personnes devant s'y soumettre.

Les déléga t

Délég. Régionale Grand Est - Nancy
Tél. : 03 83 36 29 48 - Fax : 03 83 36 29 57
Courriel : grandest@aides.org

Délég. Départ. Bas-Rhin (67) - Strasbourg
Tél. : 03 88 75 73 63 - Fax : 03 88 75 15 91
Courriel : aides-alsace@aides.org

Délég. Départ. Côte-d'Or (21) - Dijon
Tél. : 03 80 63 03 30 - Fax : 03 80 63 03 33
Courriel : aidesdijon@free.fr

Délég. Départ. Doubs (25) - Besançon
Tél. : 03 81 81 80 00 - Fax : 03 81 83 05 34
Courriel : aides.fc@free.fr

Délég. Départ. Haut-Rhin (68) - Mulhouse
Tél. : 03 89 45 54 46 - Fax : 03 89 66 17 13
Courriel : aidesmulhouse@evhr.net

Délég. Départ. Marne (51) - Reims
Tél./Fax : 03 26 09 38 38
Courriel : aides.reims@wanadoo.fr

Délég. Départ. Meurthe-et-Moselle (54) - Nancy
Tél. : 03 83 35 32 32 - Fax : 03 83 32 01 97
Courriel : aides54@wanadoo.fr

Délég. Départ. Moselle (57) - Metz
Tél. : 03 87 75 10 42 - Fax : 03 87 37 34 67
Courriel : aides57@wanadoo.fr

Délég. Départ. Saône-et-Loire (71) - Châlon-sur-Saône
Tél. : 03 85 48 98 75 - Fax : 03 85 93 16 36
Courriel : aideschalon@free.fr

Délég. Départ. Territoire de Belfort (90) - Belfort
Tél. : 03 84 58 17 43 - Fax : 03 84 58 18 47
Courriel : aides90@cegetel.net

Délég. Départ. Vosges (88) - Epinal
Tél. : 03 29 35 68 73 - Fax : 03 29 82 48 87
Courriel : aidesls.pole88@wanadoo.fr

Relais Yonne (89) - Auxerre
Tél. : 03 86 52 90 10 - Fax : 03 86 52 37 09
Courriel : aidesauxerre@free.fr

Relais Nièvre (58) - Nevers
Tél. : 03 86 59 09 48 - Fax : 03 86 59 02 33
Courriel : aidesnevers@free.fr

Délég. Régionale Nord Ouest - Ile-de-France
Tél. : 01 53 27 63 00 - Fax : 01 44 64 07 42
Courriel : nordouest@aides.org

Délég. Départ. de Paris (75) - Arc-en-Ciel
Tél. : 01 53 24 12 00 - Fax : 01 53 24 12 09
Courriel : aides75@aidesidf.com

Délég. Départ. Hte-Normandie (76) - Rouen
Tél. : 02 35 07 56 56 - Fax : 02 35 88 52 08
Courriel : aides.rouen@wanadoo.fr

Délég. Départ. Hts-de-Seine (92) - Colombes
Tél. : 01 41 19 09 09 - Fax : 01 41 19 92 98
Courriel : aides92@aides.org

Délég. Départ. Nord (59) - Lille
Tél. : 03 28 52 05 10 - Fax : 03 28 52 05 11
Courriel : aides.nordpasdecalais@wanadoo.fr

Délég. Départ. Seine-et-Marne (77) - Torcy
Tél. : 01 60 06 05 05 - Fax : 01 60 06 33 33
Courriel : aides77@aidesidf.com

a tions de AIDES

Déleg. Départ. Yvelines (78) - Trappes
Tél. : 01 30 62 19 96 - Fax : 01 30 62 23 50 - Courriel : aides78@aidesidf.com

Déleg. Départ. Essonne (91) - Corbeil Essonne
Tél. : 01 69 22 37 60 - Fax : 08 71 13 91 10 - Courriel : aides91@aidesidf.com

Déleg. Départ. Seine-St-Denis (93) - Noisy-Le-Sec
Tél. : 01 41 83 81 60 - Fax : 01 48 46 19 51 - Courriel : aides93@aidesidf.com

Déleg. Départ. Val-de-Marne (94) - Vitre-Sur Seine
Tél. : 01 46 81 44 44 - Fax : 01 46 81 53 54 - Courriel : aides94@aidesidf.com

Déleg. Départ. Val-d'Oise (95) - Gonesse
Tél. : 01 34 53 74 80 - Fax : 01 34 53 74 78 - Courriel : aides95@aidesidf.com

Relais Hte-Normandie (76) - Le Havre
Tél. : 02 35 24 22 03 - Fax : 02 35 24 22 83 - Courriel : aides.lehavre@wanadoo.fr

Relais Nord (59) - Valenciennes
Tél. : 03 27 30 22 12 - Fax : 03 27 33 72 84
Courriel : aides.valenciennes@wanadoo.fr

Relais Pas de Calais (62) - Lens
Tél. : 03 21 43 84 46 - Fax : 03 21 43 84 46 - Courriel : aides.lens@wanadoo.fr

Déleg. Régionale Grand Ouest - Rennes
Tél. : 02 99 65 01 58 - Fax : 02 23 40 48 91 - Courriel : grandouest@aides.org

Déleg. Départ. Ille-et-Vilaine (35) - Rennes
Tél. : 02 99 30 01 30 - Fax : 02 99 67 56 01 - Courriel : aides.rennes@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Eure-et-Loir (28) - Chartres
Tél. : 02 37 21 00 72 - Fax : 02 37 21 27 42 - Courriel : aideschartres@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Finistère (29) - Brest
Tél. : 02 98 43 18 72 - Fax : 02 98 43 04 73 - Courriel : aidesfinistere@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Indre-et-Loire (37) - Tours
Tél. : 02 47 38 43 18 - Fax : 02 47 38 17 02 - Courriel : aidestours@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Loire-Atlantique (44) - Nantes
Tél. : 02 40 47 99 56 - Fax : 02 40 47 84 66 - Courriel : aides44@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Maine-et-Loire (49) - Angers
Tél. : 02 41 88 76 00 - Fax : 02 41 24 03 95 - Courriel : aides.angers@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Mayenne (53) - Laval
Tél. : 02 43 49 24 43 - Fax : 02 43 53 06 82 - Courriel : aides53@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Morbihan (56) - Lorient
Tél. : 02 97 83 69 17 - Fax : 02 97 37 35 58 - Courriel : aides.lorient@orange.fr

Déleg. Départ. Sarthe (72) - Le Mans
Tél. : 02 43 23 96 71 - Fax : 02 43 77 18 53 - Courriel : aidesart@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Vendée (85) - La Roche-Sur-Yon
Tél. : 02 51 47 78 88 - Fax : 02 51 47 37 00 - Courriel : aides-vendee@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Loiret (45) - Orléans
Tél. : 02 38 53 30 31 - Fax : 02 38 42 00 09 - Courriel : aidesorleans@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Guyane (97) - Saint-Laurent-du-Maroni
Tél. : 05 94 27 94 25 - Fax : 05 94 27 93 52 - Courriel : stlaurentdumaroni@aides.org

Relais Finistère (29) - Quimper
Tél. : 02 98 95 67 96 - Fax : 02 98 64 37 63 - Courriel : aides-armor@wanadoo.fr

Déleg. Régionale Sud Ouest - Bordeaux
Tél. : 05 56 56 55 65 - Fax : 05 56 90 04 23 - Courriel : sudouest@aides.org

Déleg. Départ. Béarn (64) - Pau
Tél. : 05 59 83 92 93 - Fax : 05 59 98 87 13 - Courriel : bearn@aides-sudouest.org

Déleg. Départ. Charente-Maritime (17) - La Rochelle
Tél. : 05 46 29 86 41 - Fax : 05 46 29 84 53
Courriel : charente-maritime@aides-sudouest.org

Déleg. Départ. Charente (16) - Angoulème
Tél. : 05 45 92 86 77 - Fax : 05 45 92 83 76
Courriel : charente@aides-sudouest.org

Déleg. Départ. Deux-Sèvres (79) - Niort
Tél. : 05 49 09 26 82 - Fax : 05 49 09 26 83 - Courriel : aidesniort@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Gironde (33) - Bordeaux
Tél. : 05 57 87 77 77 - Fax : 05 57 87 77 78 - Courriel : gironde@aides-sudouest.org

Déleg. Départ. Haute-Vienne (87) - Limoges
Tél. : 05 55 06 18 19 - Fax : 05 55 30 89 16 - Courriel : limousin@aides-sudouest.org

Déleg. Départ. Landes (40) - Dax
Tél. : 05 58 56 29 46 - Fax : 05 58 56 25 73 - Courriel : landes@aides-sudouest.org

Déleg. Départ. Lot-et-Garonne (47) - Agen
Tél. : 05 53 67 24 07 - Fax : 05 53 87 65 12
Courriel : lot-et-garonne@aides-sudouest.org

Déleg. Départ. Pays basque (64) - Bayonne
Tél. : 05 59 55 41 10 - Fax : 05 59 50 29 19
Courriel : paysbasque@aides-sudouest.org

Déleg. Départ. Vienne (86) - Poitiers
Tél. : 05 49 42 45 45 - Fax : 05 49 45 25 51 - Courriel : vienne@aides-sudouest.org

Relais Dordogne (24) - Perigueux
Tél. : 05 53 54 32 01 - Fax : 05 53 54 19 88
Courriel : dordogne@aides-sudouest.org

Déleg. Régionale Auvergne Grand Languedoc - Montpellier
Tél. : 04 67 29 74 06 - Fax : 04 67 29 73 57 - Courriel : agl@aides.org

Déleg. Départ. Cantal (15) - Aurillac
Tél. : 04 71 48 28 47 - Fax : 04 71 48 50 96
Courriel : del-dpt-cantal.aides@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Gard (30) - Nîmes
Tél. : 04 66 76 26 07 - Fax : 04 66 36 22 20 - Courriel : aides30@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Haute-Garonne (31) - Toulouse
Tél. : 05 34 31 36 60 - Fax : 05 34 31 36 61 - Courriel : aidesmp@aol.com

Déleg. Départ. Hautes-Pyrenees (65) - Tarbes
Tél. : 05 62 34 95 14 - Fax : 05 62 51 31 98 - Courriel : aidestarbes@orange.fr

Déleg. Départ. Hérault (34) - Montpellier
Tél. : 04 67 34 03 76 - Fax : 04 67 34 03 78 - Courriel : aidesmontpellier@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Puy-De-Dôme (63) - Clermont-Ferrand
Tél. : 04 73 99 01 01 - Fax : 04 73 99 01 09
Courriel : aides.puy-de-dome@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Pyrénées-Orientales (66) - Perpignan
Tél. : 04 68 35 57 36 - Fax : 04 68 35 57 36 - Courriel : aides.po@wanadoo.fr

Relais Allier (03) - Vichy
Tél. : 04 70 31 72 00 - Fax : 04 70 98 40 66 - Courriel : aides.allier@wanadoo.fr

Relais Gard (30) - Alès
Tél. : 04 66 30 55 58 - Fax : 04 66 30 51 20 - Courriel : aides.ales@free.fr

Relais Herault (34) - Béziers
Tél. : 04 67 28 54 82 - Fax : 04 67 28 51 96 - Courriel : aides.beziers@wanadoo.fr

Déleg. Régionale Rhône Alpes Méditerranée - Marseille
Tél. : 04 96 11 62 62 - Fax : 04 96 11 62 63 - Courriel : ram@aides.org

Déleg. Départ. Alpes-Maritimes (06) - Nice
Tél. : 04 93 55 90 35 - Fax : 04 93 55 87 24 - Courriel : aides-nice@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Ardèche (07) - Aubenas
Tél. : 04 75 93 29 29 - Fax : 04 75 93 87 70 - Courriel : aidesardeche@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Bouches-du-Rhône (13) - Marseille
Tél. : 04 91 14 05 15 - Fax : 04 91 14 05 16 - Courriel : aidesmarseille@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Hautes-Alpes (05) - Gap
Tél. : 04 92 53 43 93 - Fax : 04 92 51 64 41 - Courriel : aides.gap@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Isère (38) - Grenoble
Tél. : 04 76 47 20 37 - Fax : 04 76 47 36 46
Courriel : aides-isere.delegation@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Rhône (69) - Villeurbanne
Tél. : 04 78 68 05 05 - Fax : 04 78 68 74 34 - Courriel : aides.rhone@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Var (83) - Toulon
Tél. : 04 94 62 96 23 - Fax : 04 94 89 91 09 - Courriel : aidestoulon@wanadoo.fr

Déleg. Départ. Vaucluse (84) - Avignon
Tél. : 04 90 86 80 80 - Fax : 04 90 85 96 52 - Courriel : aides84avignon@wanadoo.fr

Relais Ain (01) - Bourg-en-Bresse
Tél. : 04 74 24 64 34

Relais Var (83) - Fréjus
Tél. : 04 94 53 64 14 - Fax : 04 94 53 86 08 - Courriel : aidesfrejus@wanadoo.fr

Siège National - Pantin
Tél. : 01 41 83 46 46 - Fax : 01 41 83 46 49 - Courriel : aides@aides.org

Partenaires i

Algérie

Association de Protection Contre le Sida (APCS)

rue Sylvain Parent - Cave Gay - Gambetta - BP 356 - 31024 ORAN RP - ALGERIE
Tél. : + 213 41 42 14 05 - Fax : + 213 41 53 05 79 - Courriel : aziz_tadj@yahoo.fr

Burkina Faso

Association Laafi La Viim (ALAVI)

01 BP 4664 - Ouagadougou 01
Tél/fax. : +226 50 39 74 56 - Courriel : alavi95@hotmail.com

Association African Solidarity (AAS)

01 BP 2831 - Ouagadougou 01
Tél. : +226 50 31 01 47 - Fax : +226 50 30 48 22
Courriel : aas@fasonet.bf - Site internet : www.aasbf.org

Association REVS+ (Responsabilité Espoir Vie Solidarité)

01 BP 382- Bobo Dioulasso
Tél/ fax. : +226 20 97 72 77 / +226 20 97 05 17 - Courriel : revs@fasonet.bf

Burundi

Association Nationale de Soutien aux Séropositifs et Sidéens du Burundi (ANSS - Burundi)

BP 4152 - Bujumbura
Tél. : + 257 21 59 77 / + 257 24 15 01 - Fax : +257 24 98 03
Courriel : anss_turiho@yahoo.fr - Site internet : www.anss.bi

Cameroun

AFASO Association des Femmes Actives et SOlidaires

BP 30645 - Yaoundé
Tél. : +237 780 75 70 - Courriel : afasocm@yahoo.fr

Colibri

BP 1346 - Bafoussam
Tél. : +237 344 13 44 / 974 9012 - Courriel : collibri_002@yahoo.com

AFSUPES

BP 17744 New-Bell - Douala
Tel. : +237 985 99 06 - Fax : +237 343 33 60 - Courriel : ubsa_afsu_dla@yahoo.fr

Congo (Brazzaville)

AJPC (Association des Jeunes Positifs du Congo)

2000, Avenue Loutassi, Moungali - 10 Maisons - Brazzaville
Courriel : assojpc@yahoo.fr

Côte d'Ivoire

Association Lumière Action

14 - BP 2101 - Abidjan 14
Tél/Fax. : +225 24 39 73 12 - Courriel : lumaction94@yahoo.fr

Association Ruban Rouge

22 BP 1291 - Abidjan 22
Tél. : +225 23 45 3510 - Fax : +225 23 45 35 08
Courriel : rubanrougeci@yahoo.fr - Site internet : www.rubanrougeci.org

Association Amepouh

03 BP 1916 - Abidjan 03
Tél. : +225 23 51 98 74 - Courriel : amepower@yahoo.fr

Association Renaissance Santé Bouaké (RSB)

BP 1233 - Yamoussoukro
Tél. : +225 30 64 74 20 - Fax : +225 31 63 05 40
Courriel : ong_rsb@yahoo.fr

Gabon

SIDA ZERO

BP 13 736 - Libreville
Courriel : sidazero2006@yahoo.fr

Guinée

ASFEGMASSI

BP 3820 - Conakry
Tel ; : +224 60 21 75 60 - Courriel : asfegmassi@yahoo.fr

Lettonie

DIA+LOGS

Dzirnavu iele 135 - Riga - LV-1050
Tél. : + 371 7 2 431 01 - Fax + 371 7 243 101 - Courriel : dialogs@diacentrs.lv

Mali

ARCAD Sida (Association de Recherche, Communication et Accompagnement à Domicile des Personnes vivant avec le VIH)

BPE 2561 - Bamako
Tél. : +223 223 72 59 - Fax : +223 222 49 13
Courriel : arcadsida@arcadsida.org et cesac@cefib.com (CESAC Bamako) / bassml@yahoo.fr (CESAC Mopti) / cheickoumarml@yahoo.fr (USAC Koulikoro) .

Kénédougou Solidarité

BP 365 - (Rue 44, porte 1210, Wayerma I) - Sikasso
Tel/fax : +223 262 14 33 - N° vert : +262 16 56
Courriel : ksolidarite@yahoo.fr et kenesol@buroticservices.net.ml

Maroc

Association de lutte contre le sida (ALCS)

17, bd Almassira-Al Khadra, Maarif - 20100 Casablanca
Tél. : 22 99 42 42 / 22 99 42 43 / 61 14 15 45 - Fax : 22 99 42 44
Courriel : alcs@casanet.net.ma - Site internet : http://www.alcsmaroc.org/

Mauritanie

Association Espoir et Vie

S012 Immeuble El Mamy - BP 29 NOUAKCHOTT - RIM
Tél./Fax : + 222 524 21 21 - courriel : espoiretviema@yahoo.fr

Niger

Association Mieux Vivre avec le Sida (MVS)

BP 2217 - Niamey
Tél/fax : +227 20 75 48 66
Courriel : mvs@intnet.ne et cedav@intnet.ne

Pologne

Badz Z Nami

ul. Tamka 37/56 - 00-355 Warszawa
Tél. : +48 22 826 42 47 - Fax : +48 22 826 42 47
Courriel : swwaids@free.ngo.pl

Québec

Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida (Cocq sida)

1 est, rue Sherbrooke - Montréal, Québec - H2X 3V8
Tél. : (514) 844-2477, poste 0 (ou 21) - Fax : (514) 844-2498
Courriel : info@cocqsida.com - Site internet : www.cocqsida.com

République centrafricaine

Association des hommes vivant avec le VIH (AHVV+)

B/P .1721 - Bangui
Tel. : + 236 80 87 00 / 06 68 80 / 04 63 93
Congrès national des jeunes femmes VIH (CNJFV+)
B/P .1721 - Bangui
Tel. : +236 05 34 68

s internationaux

République démocratique du Congo

ACS/AMO Congo
10, av. Assossa - C/Kasa-Vubu - BP 67 Kin 1 - Kinshasa
Tél. : +243 998 66 48 41 / 84 72 100 - Courriel : amocongordc@ic.cd

Fondation Femmes Plus
Av. Lukelenge - C/ Ngiri-Ngiri - Kinshasa
Tél. : +243 99 99 111 62
Courriel : femmeplus-rdc@ic.cd et femmeplus_rdc@yahoo.fr

République tchèque

Czech AIDS Help Society
Malého 3/282 - Praha 8 - Karlin 186 21
Tél. : + 420 2 24 81 42 84 - Fax : + 420 2 24 81 03 45
Courriel : AIDS-pomoc@iol.cz

Roumanie

Asociata Romana Anti-Sida (ARAS)
5, Intrarea Mihai Eminescu, Sector 2 - 020079 - Bucuresti
Tel. : +40 21 2100 771 - Fax: 40 21 21 02 077
Courriel : aras@arasnet.ro - Site internet : www.arasnet.ro

Tchad

Association de Soutien et d'Entraide aux Personnes Vivant avec le VIH (ASEPVV)
C/C CEDIAM - BP 456 - N'Djamena
Fax : +235 6 517 444 - Courriel : asepvv_td@yahoo.fr

Association de Counseling et de Prise en Charge des Personnes Vivant avec le VIH (ACCPVV)
BP 150 - Moundou

Togo

Association Aides Médicales et Charité (AMC)
04 BP 145 - Lomé 04
Tel : +228 251 26 47 / +228 901 94 14 / +228 901 38 35 - Fax : +228 251 26 57
Courriel : amc_lome@yahoo.fr / aidesmedich@hotmail.com

Association Espoir Vie Togo (EVT)
BP 14543 - Lomé
Tel : +228 251 46 56 - Fax : +228 251 60 79 - Courriel : espoirvietogo@laposte.tg

Tunisie

Association Tunisienne de Lutte contre les Maladies Sexuellement Transmissibles et le Sida (ATL MST/SIDA) - Section de Tunis
16 rue 7051 Cité Essalem 1004 El Menzah 4 - Tunis
Tél./Fax : + 216 71 70 11 95 - Site Internet : www.atlsida.org

Réseaux européens

AIDS ACTION EUROPE
co/Soa Aids Nederland - Keizersgracht 390-392 - 1016 GB Amsterdam- Pays-Bas
Tél. : +31 20 62 62 669 - Fax : +31 20 6275221
Courriel : westernoffice@aidsactioneurope.org - Site internet : www.aidsactioneurope.org

EATG - European AIDS Treatment Group
rue Washington 40 (box 15) - 1050 Brussels - Belgique
Tél. : +32 2 644 42 10 - Fax : +32 2 644 33 07
Courriel : office@eatg.org - Site internet : www.eatg.org

CEE-HRN
Pamenkalnio St. 19-6 - Vilnius - Lithuania
Tél. : + 370 52691 600 - Fax : + 370 52691 601
Courriel : info@ceehrn.org - Site internet : www.ceehrn.org



Le site www.aides.org

On n'arrête pas le progrès. Le 1er décembre 2006, à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida, AIDES s'est dotée d'un nouveau site internet. www.aides.org met en avant les actions et prises de positions de notre association. Ses nombreuses rubriques, sa mise à jour quotidienne, la qualité de ses contenus en font déjà un outil de référence très dynamique visité par 4 000 internautes chaque jour.

je lutte
tu luttes
il/elle lutte
nous luttons
vous luttez
ils/elles luttent

AIDES